



Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion

CESAG

Master en Banque et Finance

MBF

Année académique 2013-2014

Option : Finance de marché et finance d'entreprise



Projet professionnel

Thème :

**CREATION D'UNE BOURSE AGRICOLE
DANS LA ZONE UEMOA**

Présenté par :

M. Harouna BIKIENGA

MBF-13^{ème} Promotion

Sous la Supervision de :

M. Alain DAH

International Commercial Bank (ICB)

Dakar, Juillet 2014

DEDICACE

A ma mère.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

REMERCIEMENTS

L'honneur m'est donné de remercier tous ceux qui nous ont apporté leur soutien, de quelque nature que ce soit.

Nous adressons particulièrement nos sincères remerciements au Professeur Alain KENMOGNE SIMO, Coordinateur du programme Master en Banque et Finance.

Nous tenons à remercier en second lieu et du fond du coeur à Monsieur Aboudou OUATTARA qui n'a ménagé aucun effort dès le début de l'année académique pour nous orienter dans le choix de nos thèmes et la rédaction du projet, pour ses conseils avisés et l'orientation qu'il a su donner à la rédaction et la correction de ce projet professionnel.

Nous adressons ensuite nos sincères remerciements Monsieur Alain DAH notre encadreur.

Nous n'oublions pas Madame Chantal D. OUEDRAOGO pour sa disponibilité et les services rendues à l'ensemble de la promotion.

A tous mes amis de la 13^{ème} Promotion du Master en Banque et Finance, que DIEU nous ouvre la voie de la réussite et du monde professionnel.

Nous manifestons d'une manière singulière, nos sentiments de reconnaissance à tous ceux qui nous ont soutenus dans nos études et dans la rédaction de ce projet professionnel et dont les noms sont restés dans l'anonymat.

Que chacun trouve ici l'expression de toute notre profonde gratitude

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

B.O.A.M.P.A : Bourse Ouest Africaine des Matières Premières Agricole

CBOT: Chicago Board of Trade

CEDEAO : Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest

CFA : Communauté Financière Africaine

COMEX: New York Commodity Exchange

ECX: Ethiopian commodity exchange

LME: London Metal Exchange

OTC: Over the counter

PAU : Politique agricole de l'Union

PIB: Produit Intérieur Brut

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

MATIF : Marché à Terme International de France

WAEMU: West African Economic and Monetary Union

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

TABLEAUX

Tableau 1 : Spécificités du contrat CBOT de blé.....	16
Tableau 2 : Nombre de contrats à terme prévus sur les produits agricoles de 2016 à 2020.....	26
Tableau 3 : Equipements de travail - Représentations nationales	29
Tableau 4 : Effectif-Siège et Effectif-Représentations nationales.....	30
Tableau 5 : Cout d'acquisition terrains et de construction	32
Tableau 6 : Cout d'acquisition des autres immobilisations.....	33
Tableau 7 : les frais d'établissement	33
Tableau 8 : Chiffre d'affaire prévisionnel de 2016 à 2020.....	34
Tableau 9 : Evolution des charges d'exploitation de la bourse agricole en milliers	35
Tableau 10 : Récapitulatif des charges de personnel.....	36
Tableau 11 : Compte de résultat prévisionnel	37
Tableau 12 : Amortissement de l'emprunt	39
Tableau 13 : Calcul des Cash-Flows prévisionnels.....	39
Tableau 14: Spécificités des différents contrats	44
Tableau 15: Crhonomogramme des activités	45
Tableau 16:Prévision sur évolutions de nombre de contrats	47
Tableau 17 : Prévisions sur l'évolution des prix par tonnes des produits agricoles	49
Tableau 18: Budget de trésorerie 2015 (En milliers de FCFA).....	50
Tableau 19: Budget de trésorerie 2016 (En milliers de FCFA).....	52
Tableau 20: Budget de trésorerie de 2015 à 2020 (En Milliers de FCFA).....	54
Tableau 21: Bilans Prévisionnels de 2016 à 2020 (En Milliers de FCFA)	56

FIGURES

Figure 1: Production agricole des pays de l'UEMOA en 2011	12
Figure 2 : Architecture et acteurs d'un marché organisé.....	17
Figure 3 : Fonctionnement de la BOAMPA.....	24
Figure 4 : Organigramme de la BOAMPA.....	31

SOMMAIRE

Dedicace	i
Remerciements.....	ii
Liste des sigles et abréviations.....	iii
Liste des tableaux et graphiques.....	iv
Sommaire	v
Introduction	6
Chapitre 1. Intérêt de la mise en place d'un marché des matières premières agricoles de l'UEMOA	9
I. PRODUCTION AGRICOLE DANS LA ZONE UEMOA.....	9
II. les marchés des matières premières agricoles	14
III. Expériences africaines et utilité d'un marché agricole organisé pour l' UEMOA.....	18
Chapitre 2. Positionnement, plan marketing et investissement de la BOAMPA	21
I. Positionnement de la BOMPA.....	21
II. STRATEGIE MARKETING.....	26
III. Besoins en infrastructures et en ressources humaines.....	28
Chapitre 3. Evaluation financière du projet de création de la BOAMPA	32
I. Les investissements	32
II. Résultats prévisionnels.....	34
III. Financement de la BOAMPA.....	38
Conclusion	41
Bibliographie.....	42
Annexes	43
Table des matières	58

INTRODUCTION

Le terme « bourse agricole », renvoie à un lieu où des acheteurs et vendeurs se retrouvent pour échanger des produits agricoles par l'intermédiaire de courtiers agréés par les autorités de la bourse. Sa fonction primaire est de mettre en relation des acheteurs et des vendeurs de produits agricoles à travers un mécanisme qui assure la transparence de l'information sur les prix et les produits négociés et la sécurité des transactions. La finalité de la bourse agricole est donc de favoriser l'achat et la vente de produits agricoles en diffusant l'information agricole de façon crédible et régulière.

Considérées comme étant les plus vieux marchés du monde, les bourses agricoles n'ont cessé, de se perfectionner, avec pour objectifs la sécurisation des échanges entre opérateurs et le renforcement de la transparence des prix. Ce qui se traduit notamment par la diversification des matières premières échangées et celle des instruments financiers utilisés. Par ailleurs, l'importance du rôle économique de ces bourses agricoles au niveau national ou régional, a conduit de nombreux pays à entamer des démarches afin de mettre en place, en se fondant sur les standards internationaux, leur propre marché local agricole. Aujourd'hui, à la faveur de la baisse des coûts des systèmes d'information, quelques pays africains ont largement réussi le pari de la mise en place de telle structure. Parmi les exemples les plus édifiants, on peut citer : le South African Futures Exchange en Afrique du Sud (2001) et l'Ethiopian Commodity Exchange (ECX) mise en place en 2008. Notons par ailleurs que ce type d'initiative est devenu de plus en plus répandu dans les grands pays producteurs et/ou consommateurs de matières premières notamment en Amérique du Sud (Brésil, Argentine) et en Asie (Inde, Chine).

Notre intérêt s'est tourné sur le cas de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) qui se caractérise dans son ensemble par des performances agricoles fortement tributaire des aléas climatiques et de la survenue de menaces acridiennes récurrentes mais disposant, du fait de ses disparités régionales (régions nord sahéliennes ou semi-désertiques souvent déficitaires en production agricole et sud souvent humide et verdoyant), d'un fort potentiel agricole non encore exploité dans sa totalité.

La mise en place dans la zone de l'UEMOA¹ d'une bourse agricole pourrait contribuer à renforcer l'intégration sous régionale par le renforcement des échanges.

¹ la zone UEMOA est composée de huit pays avec des dotations climatiques différentes, ce qui lui confère une hétérogénéité et diversifiée géographique dans la production et la demande de matières premières en provenance de ces économies

Mais pour y parvenir, il est indispensable de définir les modalités de mise en place. Tel est l'objectif de projet professionnel que nous avons conduit et qui s'articule autour de la problématique suivante : quelles sont les modalités de création d'une bourse agricole dans la zone UEMOA?

L'objectif principal d'un tel projet est d'apporter une solution adéquate tant pour les producteurs ouest africains que pour les acheteurs nationaux et internationaux, et ce à travers un mécanisme qui assure la transparence de l'information et la sécurité des transactions, tout en luttant contre l'insécurité alimentaire dans la zone UEMOA.

De façon spécifique, nous ambitionnons à travers ce projet :

- définir les conditions de la faisabilité de la mise en place d'une telle structure ;
- identifier les moyens humains, infrastructurels et financiers nécessaires à la mise en place d'une bourse agricole au sein de l'UEMOA ;
- élaborer le plan d'affaires pour la création d'une bourse agricole dans la zone UEMOA.

Le projet que nous envisageons revêt un intérêt certain. A un niveau personnel, la conduite des travaux nous permettra de nous familiariser avec les modalités de création d'une telle structure dans la zone UEMOA. Il nous permettra par ailleurs de renforcer les connaissances acquises durant notre formation en finance de marché et d'entreprise.

Pour la zone UEMOA, ce projet doit permettre d'identifier les modalités de de création d'une bourse agricole et des freins à dépasser pour faire de ce rêve une réalité.

Pour le CESAG, particulièrement le Programme Master en Banque et Finance (MBF) qui s'est positionné comme un acteur incontournable en matière de formations des cadres dans le domaine de la gestion bancaire, de la maîtrise des risques, des marchés financiers et de la finance d'entreprise, La mise en œuvre du projet certainement contribuera à renforcer son positionnement de formation leader dans la zone UEMOA et au-delà en Afrique.

La démarche méthodologique a consisté à faire une revue documentaire sur les modalités de fonctionnement d'un marché des matières premières et sur les outils nécessaires à la construction d'un business plan. Nous avons par la suite, recueilli des données agricoles et économiques sur la zone UEMOA. Nous avons terminé par la mise en œuvre des différents outils pour assurer la définition des modalités de création de la bourse agricole.

Le présent rapport est structuré est en trois chapitres. Le premier chapitre présente les généralités le fonctionnement et l'utilité des bourses agricoles et sur la production agricole

dans la zone UEMOA. Le deuxième chapitre est consacré à la présentation de l'organisation et des modalités de fonctionnement de la bourse agricole de la zone UEMOA. Le troisième chapitre présente les projections financières sur les de cinq années première années de l'institution en charge de la gestion de la bourse.

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 1. INTÉRÊT DE LA MISE EN PLACE D'UN MARCHÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES DE L'UEMOA

Le présent chapitre a pour objectif de faire une brève présentation de la zone UEMOA et de rappeler les mécanismes de fonctionnement des bourses agricoles. Nous terminons par une discussion de l'intérêt des marchés agricoles.

I. PRODUCTION AGRICOLE DANS LA ZONE UEMOA

La connaissance de l'environnement dans lequel évoluera la bourse est primordiale pour la réussite de son implémentation. Une présentation globale de l'UEMOA, des caractéristiques de la production agricole et de quelques indicateurs économiques mérite d'être donc faite.

1. Présentation globale de l'UEMOA

L'Afrique de l'Ouest est une région comprenant les pays du bassin du fleuve Niger, les pays du golfe de Guinée jusqu'au fleuve Sénégal et les pays sahéliens. Selon l'Organisation des Nations Unies 16 pays en font partie à savoir: le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana ; la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. Trois institutions ont été créées avec pour objectif l'intégration économique de leurs États membres : l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA, 8 pays), l'Union du Fleuve Mano (MRU, 4 pays) et la Communauté Economique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, 15 pays).

L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine a été créée par le Traité signé à Dakar (Sénégal) le 10 janvier 1994 par les Chefs d'État et de Gouvernement des sept pays de l'Afrique de l'Ouest ayant en commun l'usage d'une monnaie commune, le Franc des Communautés Financières d'Afrique (CFA). Entré en vigueur le 1er août 1994, l'UEMOA verra l'adhésion, en mai 1997, de la Guinée-Bissau comme 8ème État membre de l'Union. L'espace UEMOA englobe donc huit (8) pays : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Elle couvre une superficie de 3,5 millions de km² et une population supérieure à 98,8² millions d'habitants (estimation 2011).

La majeure partie de l'espace UEMOA est située dans les zones soudanaises et sahéliennes de l'Afrique de l'Ouest. La pluviométrie est plutôt relativement moyenne avec

² Les estimations de l'UEMOA (www.uemoa.int)

des précipitations qui se situent entre 100 mm et 1 500 mm par année. Cette situation est la cause d'insécurité alimentaire dans les pays de l'UEMOA.

En 2012, dans la zone UEMOA, l'économie était globalement marquée par la prédominance de deux secteurs à savoir³ :

- Le secteur tertiaire 30% à 50% du PIB
- Et le secteur primaire 15% à 55% du PIB.

Ainsi donc les pays de l'UEMOA à l'instar de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne ont une économie tributaire de l'agriculture.

En 2012 la contribution de l'agriculture à la croissance économique était de 32,4% contre 21 et 46,5% respectivement pour les secteurs des industries et des services. Ce qui fait du secteur agricole le 2^{ème} secteur contribuant à la croissance du PIB.

2. Caractéristiques de la production agricole de la zone UEMOA

Les productions nationales sont composées essentielles de deux types de cultures : les cultures vivrières et les cultures de rentes. Les cultures vivrières sont des cultures traditionnelles de denrées alimentaires telles que le mil, le sorgho, le maïs, le riz et le manioc et sont principalement destinées aux besoins de consommation nationaux ou régionaux.

En 2011, les cultures les plus produites dans l'union ont été le maïs, le mil et le riz avec respectivement : 3 216 967; 13 395 443 et 5 196 981 tonnes⁴.

Les cultures de rentes, quant à elles, sont des cultures d'exportation, qui ont été développées pendant la période coloniale. Il s'agit principalement du coton, du café, de l'arachide, des fèves de cacao, du sucre et des cajous. La production agricole de la zone est le plus souvent contrariée par le déficit pluviométriques au cours des hivernages qui a des répercussions sur la production agricole. En effet, en 2012, les résultats des enquêtes agricoles menées par le CILSS ont fait ressortir un déficit céréalier de production brute de 1 846 186 tonnes pour l'espace UEMOA soit une baisse de 17 % par rapport à 2011.⁵

Cinq des huit pays de l'espace UEMOA ont fait face à un important déficit céréalier pour la campagne 2011-2012:⁶

- Burkina Faso : 154 463 T⁷;
- Côte d'Ivoire : 966 378 T ;
- Guinée Bissau : 151 368 T ;

³ Rapport des services du FMI sur les politiques communes des pays membres, Avril 2013, cf.p51

⁴ <http://faostat3.fao.org/faostat-gateway/go/to/download/FB/CC/F>

⁵ Note d'Information Sécurité Alimentaire – NISA, N° 46 - Mars-Avril 2012

⁶ Rapport sur la situation agricole et alimentaire au sahel et en Afrique de l'ouest, p6

⁷ Données en Millions de tonnes

- Niger : 624 600 T ;
- Sénégal : 1 555 609 T ;

Tandis que trois pays avaient des excédents céréaliers bruts, à savoir :

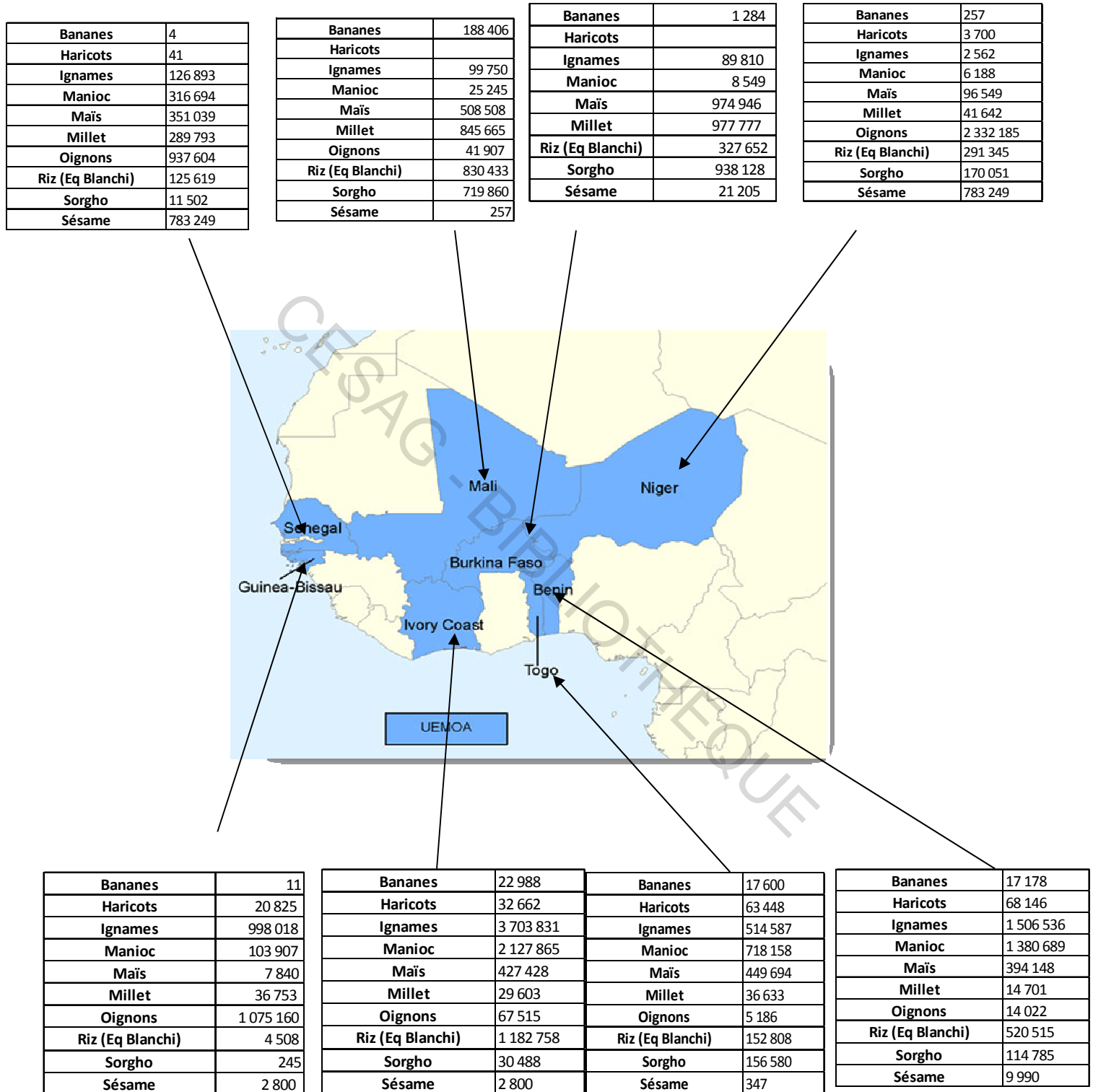
- Bénin : 37 760 T ;
- Mali : 1 488 927 T ;
- Togo : 79 542 T.

Les pays de l'UEMOA connaissent donc des déficits céréaliers récurrents si bien que les Etats de l'UEMOA ont adopté une politique agricole commune en 2001. L'objectif global de la Politique Agricole de l'Union (PAU) est de contribuer de manière durable à la satisfaction des besoins alimentaires de la population, au développement économique et social des Etats membres et à la réduction de la pauvreté⁸. Le premier objectif de la PAU est la réalisation de la sécurité alimentaire, en réduisant la dépendance alimentaire et en améliorant le fonctionnement des marchés des produits agricoles, tout en assurant aux consommateurs des prix raisonnables.

Les résultats en milliers de tonnes de la campagne agricole (banane, le haricot, l'igname, le manioc, le maïs, le mil, l'oignon, le riz, le sorgho et le sésame) 2011 selon les données de la FAO dans les pays de l'UEMOA sont résumés à travers la figure 1.

⁸ Les grandes orientations de la politique agricole de l'UEMOA(2002), Volume 1 : RAPPORT PRINCIPAL ; cf. P12

Figure 1: Production agricole des pays de l'UEMOA en 2011 (En tonnes)



Source.: Site internet faoSat : <http://faostat3.fao.org/faostat-gateway/go/to/download/FB/CC/F>

A la lumière de cette figure, nous pouvons constater que les productions agricoles connaissent des déficits variant d'un pays à un autre. En effet, pour le cas de la banane et le riz, le manioc et l'igname les pays comme le Sénégal, le Burkina et le Niger et la Guinée ont de faibles productions tandis que la Cote d'Ivoire, le Togo et le Benin ont des productions élevées. En ce qui concerne, le maïs et le mil; le Niger et la Guinée Bissau ont de faibles productions tandis que les pays de l'union connaissent des productions satisfaisantes. La production de sésame est élevée pour le Niger et le Sénégal, tandis que les autres pays de l'UEMOA connaissent des productions faibles.

Une bourse agricole permettrait alors d'équilibrer cette situation en permettant au producteur d'un pays ayant une forte production de vendre des contrats à termes à des personnes qui vivent dans des régions ayant de faibles productions. Le succès d'une bourse agricole dans la zone UEMOA résiderait dans sa capacité servir de lieu d'échange de produits agricoles les plus consommés dans la zone à savoir :

- les céréales : le maïs le mil, le riz le sorgho, le sésame;
- les tubercules : l'igname, le manioc;
- la banane;
- l'oignon.

Il faut toutefois noter que la disponibilité éd'infrastructures permettant d'assurer un transfert de la production d'un espace géographique à l'autre est une condition pour un fonctionnement efficient d'un tel organisme. En effet, les infrastructures de transport constituent un déterminant essentiel de la compétitivité des produits et l'élargissement des marchés à travers le coût des services de transport, l'accessibilité aux marchés et les délais de livraison des biens en toute sécurité

Le réseau routier de l'union est constitué de routes inter-états (RI) et de routes nationales (RN), avec les caractéristiques suivantes⁹ :

- seulement 15% des 166 000 km sont bitumés;
- une densité moyenne de 4,7km de routes pour 100km²;
- 90% des échanges intracommunautaires sont effectués par la route.

En matière de transport ferroviaire, on peut noter l'existence d'une seule principale ligne à savoir le chemin de fer « Abidjan-Ouagadougou », long de 1 150 km, qui relie la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Un projet a vu le jour, en Avril 2014 avec le lancement de la

9

construction ligne ferroviaire Abidjan, Ouagadougou, Niamey, Cotonou et Lomé. Ce projet s'il venait à voir le jour devrait faciliter les échanges commerciaux et des pays de l'Union.

Les infrastructures portuaires ont favorisé l'ouverture vers l'extérieur et permis d'assurer le transit de marchandises entre pays sahéliens enclavés et pays côtiers. Le port autonome d'Abidjan est le plus important de la région.

Nous avons voulu dans cette section présenter les caractéristiques de la production agricole de la zone UEMOA à travers sa diversité et son hétérogénéité. Cette donne ouvre la perspectives à la création d'un cadre d'échange et de transfert de la production des zones à fortes production vers les sone à faible production. Une telle mission serait dévolue à une bourse agricole. Avant de présenter l'articulation d'une telle institution pour l'UEMOA, nous présentons les notions en relation avec l'organisation et le fonctionnement d'une bourse agricole.

II. LES MARCHÉS DES MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES

Ce paragraphe vise à décrire la typologie des marchés de matières premières, établir une classification des marchés financiers et prendre connaissance des risques liés au marchés agricoles et comment y remédier

1. Définitions des produits et de la bourse agricole

Les marchés des matières premières servent de cadre d'échange de divers types de matières premières. Ces produits se décomposent en "soft commodities" et en "hard commodities". Les premières sont récoltées, comme le blé, le cacao et le coton. Les secondes sont extraites du sol par les entreprises minières : or, argent, cuivre...

Les "soft commodities" ou matières premières agricoles sont constituées de l'ensemble des produits de culture ou d'élevage destinées à être consommées en l'état, ou transformées à des fins industrielles et commerciales. Sur le marché international, les matières premières agricoles sont échangées sur des bourses.

Une bourse des produits agricoles est un cadre d'opportunité d'échange et de relations d'affaires entre les différents opérateurs des filières desdits produits, notamment les producteurs, les exportateurs, les acheteurs internationaux et tous les métiers qui gravitent autour de ce cadre d'échange.

La bourse agricole constitue une place d'échange de produits de base spécifique et un espace et un temps offert aux acteurs des filières agricoles (maïs, mil, café, cacao, coton, ...) pour se retrouver, négocier et envisager des opérations commerciales.

2. Typologie et fonctionnement des marchés agricoles

Globalement, les marchés agricoles connaissent principalement deux classifications : une sur le plan organisationnelle et l'autre sur le plan de la nature de l'engagement.

2.1. Typologie des marchés selon l'organisation

Les marchés agricoles peuvent être « organisés » ou « de gré à gré ». Lorsque deux parties, un acheteur et un vendeur, souhaitent conclure une transaction, elles peuvent le faire sur deux types de marchés : de gré à gré (over-the-counter -OTC) et le marché organisé (ou bourse).

Dans un marché de gré à gré, l'acheteur et le vendeur sont en relation directe : ils négocient et traitent eux-mêmes la transaction. Les opérations de gré à gré sont exposés au risque de contrepartie et au risque de règlement-livraison.

Les marchés organisés sont centralisés, localisés et régis par des autorités de gouvernance qui édictent un règlement intérieur. Elles instituent notamment le principe et les montant des dépôts de garantie à constituer avant toute participation et un régime d'appels de marge.

Un contrat à terme est un contrat négocié sur un marché organisé, la bourse ou de gré à gré. Les termes du contrat sont standardisés et sont entre autres pour la quantité, le mois d'échéance et le lieu de livraison.

2.2. Typologie des marchés selon la nature des engagements

Selon la nature des engagements, il existe plusieurs types de marchés. Les premiers marchés qui sont apparus sont les marchés à livraison différée ou à terme (Forward). Ensuite viennent les marchés à terme de contrats standardisés (futures), les marchés d'options, et les marché de swaps.

Un contrat Forward est un accord entre deux parties pour échanger à une date future fixée préalablement, avec une quantité et un prix définis aujourd'hui. C'est un contrat négocié de gré à gré et, par conséquent, non standardisé, c'est-à-dire « sur mesure ». Ils sont le plus souvent utilisés par les banques et institutions financières car investir sur un contrat Forward implique un risque de contrepartie que l'on appelle « risque de liquidité ». Le « risque de contrepartie » est également un paramètre à ne pas négliger sur les contrats Forwards. Ainsi, l'éventuelle défaillance de la contrepartie sera constatée uniquement à livraison. Chaque transaction est spécifique quant au volume échangé aux modalités de livraison et de paiement.¹⁰

¹⁰ SIMON Yves, (1995), P. 24

Un contrat Future a les mêmes caractéristiques qu'un contrat Forward mais avec la grande différence qu'il est standardisé. La standardisation concerne le volume du contrat, la qualité et les spécificités de la matière servant de sous-jacent au contrat, les échéances de transaction, les modalités de dénouement en cas de livraison des produits physiques, ...¹¹ Les échanges portent sur des produits homogènes, répondant à des critères de qualité précis, qui sont spécifiés dans le contrat. Le produit échangé, c'est à dire le sous-jacent, ne peut être échangé que dans le cadre de lots définis par une quantité précise du produit considéré. Il doit aussi respecter des critères (poids, taux d'humidité, impuretés...) qui permettent de standardiser les contrats (Exemple du contrat sur le blé au CBOT, tableau 1). L'homogénéisation des contrats est nécessaire pour assurer la liquidité des marchés. En conséquence, la liquidité est plus importante que les contrats Forward. Il est donc beaucoup plus facile de dénouer sa position avant l'échéance du contrat. Les autorités de la bourse exigent à tout moment que les intervenants puissent assurer financièrement les risques pris, c'est-à-dire supporter les pertes déjà subies et même celle du lendemain.

Tableau 1 : Spécificités du contrat CBOT de blé

Qualité du blé	Blé de printemps du Nord
	Blé rouge tendre
	Blé dur rouge d'hiver
	Blé de printemps sombre du nord
Volume ¹²	5000 boisseaux soient 136 tonnes
Tick ¹³	1/4cent par boisseau soit 12,5 \$ par contrat
Limite maximale de fluctuation ¹⁴	20 cent par boisseau
Echéance ¹⁵	Mars, Mai, juillet, Septembre, Décembre
Dernier jour de transaction	7 jours ouvrables précédents le dernier jour ouvrables du mois de livraison
horaires	9h30 - 13h15

Source : SIMON Yves, 2002, p 28

¹¹ SIMON Yves,(1995) p. 24

¹² Le volume de chaque contrat Future ou Options est équivalent à 5,000 boisseaux. Aux Etats-Unis, l'unité de calcul pour la récolte de blé est en boisseaux, ce qui, exprimé en tonne métrique, revient à 136 tonnes pour 5,000 boisseaux.

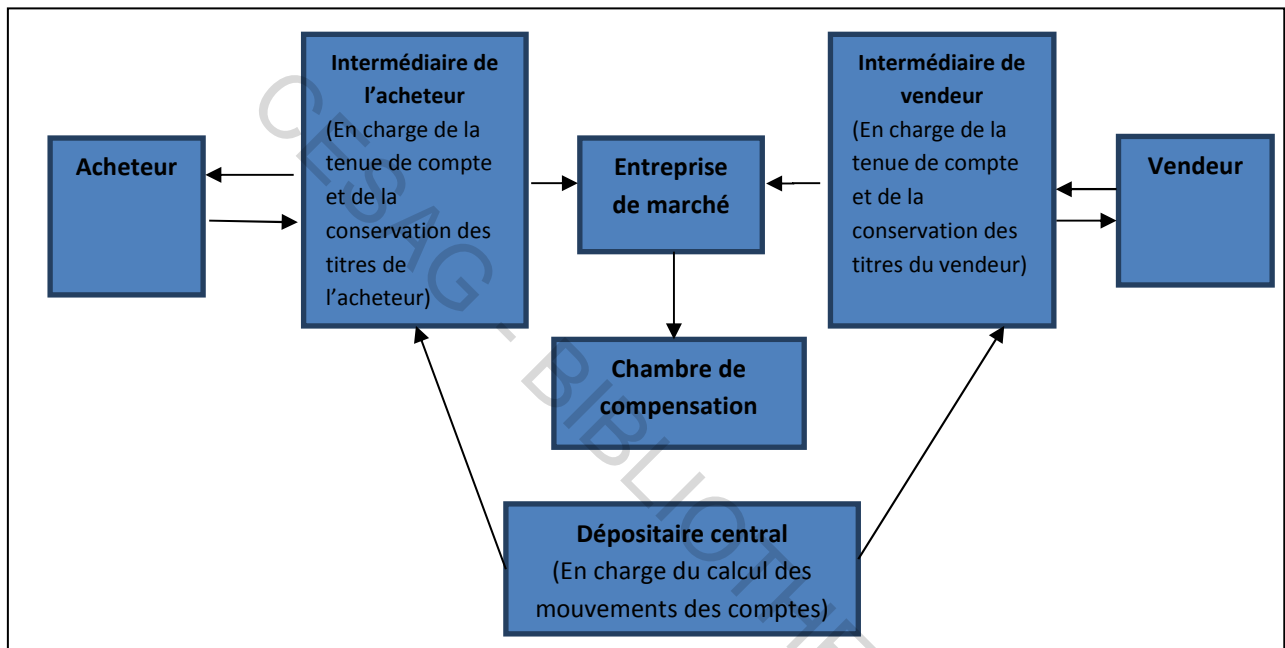
¹³ le tick représente la variation minimum du prix du blé et elle vaut de 1/8.

¹⁴ Limite maximale de fluctuation sur le CBOT le prix du blé est exprimé en centième de dollar par boisseaux. Pour retrouver le prix en \$/tonne, il faut alors appliquer la formule suivante : Prix en \$/tonne = Prix en cents/boisseaux * 50/136.

¹⁵ La bourse du CBOT offre des contrats standards avec des échéances prédéfinies. Ainsi, pour le blé CBOT, les maturités disponibles sont celles de mars, mai, juillet, septembre et décembre. Ces échéances sont rapportées aux périodes de plantation et de récolte du blé aux Etats-Unis.

L'un des principes les plus importants des marchés organisés repose sur l'existence d'une chambre de compensation, sur les dépôts de garanties et sur les appels ou versements de marges. En effet, comme la valeur d'un contrat évolue avec le temps chaque partie peut perdre de l'argent. Les appels de marge visent à s'assurer que les paiements finaux auront bien lieu, les gains/pertes potentielles sont réglés de façon quotidienne avec la nouvelle évaluation de la valeur des contrats. La chambre de compensation est la contrepartie unique de tous les opérateurs¹⁶. Elle joue le rôle de système de Règlement/Livraison où se déroulent simultanément le règlement et la livraison des contrats (figure 2).

Figure 2 : Architecture et acteurs d'un marché organisé



Source : http://www.amf-france.org/Epargne-Info-Service/Vos-investissements/Marches.html#title_paragraph_1

Ainsi, le risque de contrepartie est réduit à son strict minimum, et la transparence des transactions y est assurée. Ils sont gouvernés par les ordres d'achat ou de vente, dont la confrontation dégage un « prix du marché ».

3. Principaux marchés des matières premières

Les principaux marchés à terme dans le sont les suivants :

- le Chicago Board of Trade encore appelé CBOT .Les produits échangés sont principalement les céréales,
- le New York mercantile exchange (NYMEX) ou sont échangés produits pétroliers et produits miniers

¹⁶ VERNIMMEN, Pierre (2009), p. 1070

- le New York Commodity Exchange (COMEX) où sont échangés principalement des produits miniers (or argent, cuivre, aluminium) ;
- le London Métal Exchange (LME) qui est également le lieu d'échange de produits miniers.
- En France le Marché à terme international de France (MATIF) s'échange principalement du Maïs, du colza graine et huile et du blé.

Le CBOT est le marché des matières premières agricoles qui rassemble le plus d'opérateurs du secteur à travers le monde. C'est le benchmark international pour toutes les autres origines des produits cotés et sert de référence pour la détermination des qualités.

III. EXPÉRIENCES AFRICAINES ET UTILITÉ D'UN MARCHÉ AGRICOLE ORGANISÉ POUR L'UEMOA

Une bourse agricole pourrait être bénéfique pour les pays de l'espace UEMOA, et cela pas uniquement sur le plan économique mais aussi dans des domaines divers.

1. Etats des lieux des marchés africains

Les bourses de matières premières agricoles ne sont pas l'apanage des pays développés. Depuis plusieurs années, un grand nombre de pays africains ont initié des programmes d'envergure visant à implémenter un marché local des matières premières.

Les principales raisons de cette démarche sont de refléter au mieux les données du marché domestique sur les prix, mais également d'apporter une transparence sur les cours appliqués sur le marché local. De façon chronologique, nous pouvons citer :

- la Johannesburg Securities Exchange / South African Futures Exchange (SAFEX) créée en Afrique du Sud en 1995,
- le Kenya Agricultural Commodity Exchange créée 1997 au Kenya;
- l'Ethiopia Commodity Exchange créée 2008 en Ethiopie;
- Mercantile Exchange of Madagascar créée en 2012 à Madagascar.

Dans ces différentes bourses sont échangés uniquement des produits agricoles, à l'exception de celle de l'Afrique du Sud, où sont traités les céréales, l'oléagineux, le pétrole et les métaux.

La mise en place d'une bourse agricole dans l'espace UEMOA est vivement souhaitable et n'est pas impossible. Le lancement réussi de la bourse des matières premières en Ethiopie par ELENI GABRE-MADHIN¹⁷ illustre à lui seul les avantages d'un marché

¹⁷ Economiste éthiopienne, fondatrice et présidente de la Bourse agricole d'Éthiopie.

organisé en Afrique. Démarrée en 2008, de l'ECX a été financé par un consortium de partenaires de financement, y compris le PNUD, la Banque mondiale, l'agence de développement américaine (USAID), Agence canadienne de développement (ACDI), le Programme alimentaire mondial (PAM) et par le gouvernement de l'Éthiopie.¹⁸

La Bourse d'Addis-Abeba a permis :

- le développement d'un marché domestique de céréales;
- une meilleure commercialisation des denrées alimentaires à travers le pays;
- la hausse des normes de qualité et l'émergence de nouveaux acteurs dans la filière agricole, telles que les coopératives commerciales et les courtiers.

2. Intérêt économique

Une bourse permettrait de répondre aux besoins des producteurs africains et aux exigences des acheteurs locaux et internationaux.

Pour les producteurs africains, elle donnerait accès à l'information, aux prix de leurs produits, sécuriserait le paiement de leurs ventes et améliorerait leur capacité de financement grâce aux certificats de dépôt.

En effet, les transactions sur une bourse comme l'ECX¹⁹ des matières premières se font sur des lots de produits identifiés, classés par niveau de qualité et stockés dans des entrepôts. Un vendeur ayant déposé ses produits dans un entrepôt se fait délivrer un certificat. Les certificats de dépôts sont des instruments négociables garantis par la marchandise sous-jacente sur la base des caractéristiques spécifiées dans les documents. Il est donc un collatéral, une garantie qu'un agriculteur peut présenter pour obtenir un financement. En fait, le certificat d'entrepôt est accepté en nantissement, c'est-à-dire en gage par les institutions financières partenaires de la bourse.

Aux acheteurs locaux et internationaux, la bourse permettrait d'avoir accès au juste prix, du moins celui qui reflète le jeu de l'offre et de la demande, et réduit les coûts de transaction. En effet, les bourses agricoles constituent l'unique intermédiaire entre acheteurs et vendeurs, et permettent les règlements simplifiés grâce aux chambres de compensation. Les bourses agricoles permettent donc d'éviter la multitude d'intermédiaires qui peut intervenir lorsqu'un acheteur décide à effectuer une transaction.

¹⁸ Dawit Alemu et Gerdien Meijerink, (2010), The Ethiopian Commodity Exchange (ECX) An overview, p 15

¹⁹ Financement par les récépissés d'entrepôt : leçons tirées de l'Éthiopie, Mamo Mirette International finance corporation

3. Intérêt sécuritaire

L'une des contributions attendues d'une bourse agricole est de réduire l'insécurité alimentaire à laquelle sont confrontés les pays de l'UEMOA. En effet, à la fin de la saison agricole certains pays au sein de l'union se retrouvent avec des excédents et d'autres avec des déficits. Comme ça été le cas du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Niger et du Sénégal qui ont fait face à un important déficit céréalier pour la campagne 2011-2012²⁰. A l'opposé, le Bénin, le Mali et le Togo s'en sont sortis avec un excédent céréalier.

Une bourse de matières premières agricoles permettrait un meilleur transfert entre les régions productrices excédentaires et déficitaires en proposant des contrats d'achat et de vente dans tous les pays de l'union et à tout moment.

Cependant, une bourse agricole ne peut être une panacée pour tous les pays africains. Pour la réussite d'un tel projet en Afrique de l'ouest, il faudrait une structure régionale coordonnant l'activité de plusieurs organisations nationales, ce qui permettrait d'avoir une taille de marché critique et une production agricole hétérogène et diversifiée. Toutefois il faudra faire face à plusieurs défis dans son implémentation. L'organisation au niveau local et régional de la bourse, l'adhésion du groupement d'agriculteurs, l'implication des structures d'achat internationales, la mise en place effective de l'environnement réglementaire, du système des entrepôts certifiés et surtout les moyens financiers sont autant de défis à relever.

²⁰ Rapport sur la situation agricole et alimentaire au Sahel et en Afrique de l'ouest, p 6

Chapitre 2.

POSITIONNEMENT, PLAN MARKETING ET INVESTISSEMENT DE LA BOAMPA

Ce deuxième chapitre du rapport a pour objectif de décrire la Bourse régionale des matières premières agricoles à travers son positionnement, son marché son mode de fonctionnement ; la stratégie marketing et ses besoins préalables sur le plan humain et infrastructurelle.

L'entreprise en charge de la gestion de la bourse agricole de l'UEMOA aura pour dénomination « BOURSE OUEST AFRICAINE DES MATIERES PREMIERES AGRICOLES (B.O.A.M.P.A.) ». Elle sera constitué comme une Société Anonyme (SA) compte tenu du fort développement de l'activité de l'entreprise dans les années à venir et de son capital social qui doit être important.

En ce qui concerne le statut juridique des entrepôts, ils ne posséderont ni de capital social, ni de personnalité juridique propre. Ils seront que des représentations de la bourse au niveau local, Par conséquence, la dénomination sociale sera la même que celle de la bourse c'est-à-dire « BOAMPA », et en cas de litige, ce sera la bourse qui sera directement impliquée.

Pour, la localisation de la bourse centrale le choix s'est fait sur plusieurs critères à savoir une ville avec une position géographique stratégique au sein de l'UEMOA un secteur bancaire plus ou moins développé. Nous pensons que la ville de Ouagadougou au Burkina Faso pourrait abriter le futur siège de l'entreprise au vu de son fort potentiel économique.

La société sera officiellement enregistrée au registre du commerce en janvier 2015.

I. POSITIONNEMENT DE LA BOMPA

Dans le but d'insérer dans le secteur économique et faire croître les activités de la bourse, des actions doivent être menées afin de mettre en valeur les services de la bourse de sorte attirer les personnes intéressées par l'offre de service de la BOAMPA.

1. Objectifs et vision

La vision de la BOAMPA est de devenir une bourse de commerce fournissant une plateforme avec un large éventail de contrats à terme sur la quasi-totalité des produits agricoles de l'Afrique de l'Ouest à l'horizon de 2020 , en ayant comme pour mot-clé la transparence, la technologie, le professionnalisme et les meilleures pratiques internationales.

L'idée de créer une bourse de matières premières agricoles est de mettre en place une structure pour faciliter la mise en relation entre producteurs et acheteurs. Nous nous sommes fixés comme objectifs de:

- mettre en relation les acheteurs et les vendeurs sur un marché efficace, fiable et transparent, en exploitant l'innovation et la technologie;
- diffuser les informations à jour et fiables sur l'offre et les prix des produits;
- offrir des outils de gestion des risques liés aux activités de production et de commercialisation des produits agricoles.

Cette vision et l'atteinte de ces résultats sont le leitmotiv des activités de la BOAMPA.

2. Activités de la BOAMPA

Les activités de la bourse consisteront à la vente et l'achat de contrats à termes sur les produits agricoles utilisés par les personnes de la zone UEMOA.

Au démarrage, les contrats à terme seront émis sur dix produits agricoles à savoir Bananes, Haricots Ignames Manioc Maïs Mil Riz, Oignons et Sésame. Ce choix c'est sur la base de la du comportement alimentaires des habitants de l'union. Aussi, tous les pays de l'espace se retrouvent dans ces cultures donc la mise en place de la structure verra l'implication de chacun d'eux et bénéficiera à tous ces pays. A terme, nous allons travailler à étendre la gamme de contrats offerts sur un gisement plus complet.

Pour chacun des support, nous proposeront quatre échéances qui sont : mars juin septembre et octobre. En effet le mois de mars correspondent dans les pays à la fin de a saison sèche et le début de l'hivernage, ce sont des périodes de soudure; pendant ces mois la demande des produits est importante. Les mois de septembre et octobre correspondent au à la fin de l'hivernage et au début des récolte ; l'offre de produits agricoles est très importantes Notre entreprise sera un intermédiaire entre les vendeurs et les acheteurs. Notre travail consistera à émettre des contrats. Notre entreprise évoluera donc dans le secteur des services mais avec un lien étroit avec le secteur agricole et bancaire.

2.1. Services proposées

Le sevice proposé par la BOAMPA est destiné en priorité aux acheteurs et producteurs de produits agricole de l'espace UEMOA.

Afin de satisfaire l'ensemble des clients, la BOAMPA leur proposera de passer des ordres d'achat et de ventes sur dix types de productions agricoles à savoir : bananes, haricots, ignames, manioc, maïs, mil, riz, oignons et sésame.

Les spécifications des contrats, en annexe 01 définissent les exigences de la bourse en matière de qualité, de quantité, et de prix aussi bien pour les acheteurs et les vendeurs. Ces spécifications permettent d'avoir des produits homogènes dans toute la zone UEMOA. Ces spécifications comprennent :

- Caractéristiques des produits agricoles,
- taille du contrat en tonne,
- prix par tonnes, la devise utilisée,
- l'échéance et les horaires de transactions.

Le marché de la BOAMPA sera constitué de l'ensemble des personnes susceptibles d'utiliser ses services pour vendre ou acheter des produits agricoles. Du fait d'être un intermédiaire entre acheteurs et vendeurs la bourse agricole aura un marché à large à savoir d'un côté les producteurs agricoles désireux de vendre leurs récoltes et de l'autre les acheteurs nationaux voire internationaux. Compte tenu du fait que nous proposerons des contrats sur des produits céréaliers donc alimentaires de premières nécessités, nous pouvons estimer que notre marché pourrait être constitué en premier par les producteurs agricoles désireux de vendre leur récolte par l'intermédiaire de la bourse intéressés et les acheteurs locaux ou internationaux voulant acquérir ces produits agricoles de la zone UEMOA constituée notre marché.

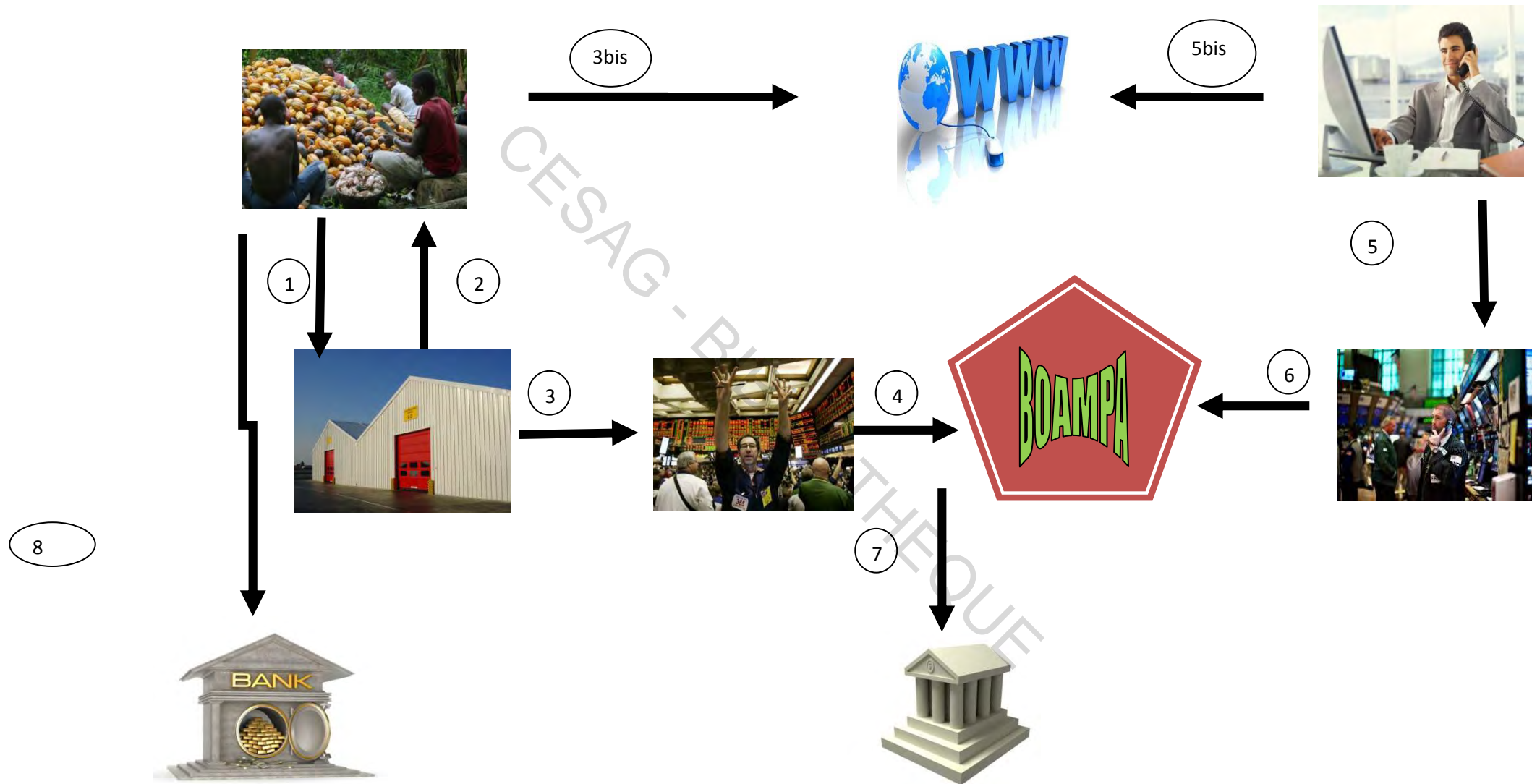
2.2. Présentation de fonctionnement de la BOAMPA

L'ensemble des opérations du marché physique (offre de vente, offre d'achat) se dérouleront soit sur la sur la plate-forme électronique, soit par l'intermédiaire de courtiers agréés par les autorités.

Lorsque les intervenants, acheteur et vendeurs décident de procéder en utilisant les services des intermédiaires c'est à dire des courtiers, les opérations se feront globalement en sept étapes. Tout d'abord les vendeurs (Producteurs agricoles individuels ou groupements agricoles) apportent leurs produits aux magasins pour stockage. Ensuite, les autorités de la bourse en charges des magasins remettent un certificat de dépôt aux vendeurs. Puis les vendeurs passent ensuite un ordre de vente par l'intermédiaire des courtiers agréés par la bourse. Par la suite, les courtiers passent les ordres de ventes reçus. Des acheteurs désirant acheter des produits agricoles passent des ordres d'achat aux courtiers agréés par la bourse.

Ainsi Les courtiers passent leurs ordres d'achat reçus. Enfin La chambre de compensation intervient comme contrepartie centrale unique en s'interposant entre acheteurs et vendeurs et en leur garantissant la bonne fin des opérations, évitant ainsi tout risque de défaillance.

Figure 3 : Fonctionnement de la BOAMPA



Pour passer par le site internet de la bourse les clients devront au préalable créer un compte et s'enregistrer sur le site internet de la BOAMPA. Ensuite, les vendeurs passent leurs ordres de vente directement sur le site internet. Les acheteurs intéressés soumettent les ordres d'achat directement par le site internet

3. Marché potentielle et offre de service

Notre marché potentiel peut être défini comme étant l'ensemble d'individus susceptibles d'utilisés nos services proposés dans l'UEMOA.

Quant à la demande potentielle elle sera constituée du nombre de contrats que les acheteurs voudraient acquérir par l'intermédiaire de la bourse. Nous avons établi nos contrats en tenant compte, des habitudes alimentaires des populationses contrats ont ainsi pour sous-jacent principalement des produits de base et de grande consommation. Nous pouvons envisager que la demande soit au début de nos activités relativement faible à cause de notre faible notoriété, mais avec la stratégie de communication qui sera mis en place, cette demande pourrait croitre rapidement.

Notre offre de service sera constituée par le nombre de contrat émis par la bourse et reposera principalement sur les récoltes des producteurs agricoles que ces derniers seront susceptibles de proposer à la vente.

Si nous prenons en exemple l'année 2016, sur le maïs dont la taille du contrat est de cinq (5) tonnes nous estimons que nous pourrons avoir à gérer 25 000 tonnes soient 1% de la production totale de l'union. Ces 25 000 tonnes représentent 5 000 contrats sur l'ensemble de l'année. Ces 5000 contrat seront repartit sur les quatre échéances des contrats à savoir mars juin septembre et octobre.

L'ensemble de nos prévisions sur la demande est résumée dans le tableau 2.

Tableau 2 : Nombre de contrats à terme prévus sur les produits agricoles de 2016 à 2020

	2016	2017	2018	2019	2020
Bananes	1 500	1 725	1 984	2 281	2 624
Haricots	1 500	1 725	1 984	2 281	2 624
Ignames	1 500	1 725	1 984	2 281	2 624
Manioc	1 500	1 725	1 984	2 281	2 624
Maïs	5 000	5 750	6 613	7 604	8 745
Millet	5 000	5 750	6 613	7 604	8 745
Oignons	1 000	1 150	1 323	1 521	1 749
Riz (Eq Blanchi)	6 000	6 900	7 935	9 125	10 494
Sorgho	4 500	5 175	5 951	6 844	7 871
Sésame	1 500	1 725	1 984	2 281	2 624
TOTAL	29 000	33 350	38 353	44 105	50 721

II. STRATEGIE MARKETING

La stratégie marketing reposera dans premier temps sur l'identification de nos concurrents. Nous pourrons ensuite élaborer, la stratégie commercial et de communication

1. Les concurrents

Les concurrents sont constitués de l'ensemble des acteurs proposant les services répondant au même besoin que cherche à répondre la BOAMPA par le biais de son offre commerciale. On distinguera la concurrence directe de la concurrence indirecte.

La concurrence directe est constituée de l'ensemble des entreprises proposant un produit ou service similaire à celui de l'entreprise prise en considération. Dans la zone UEMOA, il n'existe pas de marché organisé de matières premières agricoles. Ce qui veut dire que l'entreprise sera e situation de monopole

La concurrence indirecte est constituée des entreprises proposant un produit ou service différent, mais répondant au même besoin que celui auquel l'entreprise cherche à répondre par son offre commerciale. Dans le cas de la bourse agricole, les négociants de produits agricoles nationaux et internationaux peuvent être considérés comme concurrent indirect.

2. Stratégie commerciale

La stratégie commerciale consistera à adapter nos services et leurs prix aux besoins et aux réalités des populations ouest africaines

2.1. Stratégie d'offre des services

L'entreprise proposera un marché organisé sur lequel s'échangeront à terme des contrats standardisés.

Les opérations sur le marché à terme se feront soit par l'intermédiaire des courtiers ou soit par une plateforme électronique et nécessite une inscription moyennant des frais d'inscriptions. Ces deux procédés nécessiteront un dépôt de garantie auprès de la chambre de compensation.

La bourse proposera de vendre ou d'acheter des contrats à termes sur dix produits agricoles à savoir Bananes, Haricots, Ignames, Manioc, Maïs, Mil, Riz, Oignons et Sésame.

Quatre échéances ont été retenues pour l'émission contrats à savoir Mars, Juin, Septembre et Octobre.

2.2. La politique de prix

Nous avons retenus deux types de frais que nous appliquerons à des clients à savoir frais de courtage et coûts de stockage.

Les frais de courtage sont des frais encaissés par les intermédiaires financiers à savoir les courtiers dans le cadre d'une mise en relation, de la réalisation d'une prestation, ou encore, d'une transaction.

Les coûts de stockage sont les coûts liés au fait de stocker et d'entretenir du stock sur une certaine durée.

Pour estimer nos couts nous avons pris comme benchmark la bourse de l'ECX .en effet les frais de courtage sont exprimer en pourcentage sur le volume des transactions et les frais de stockage constitue un montant forfaitaire versé par les producteurs agricoles. Nous avons ensuite adaptés, ces couts à nos réalités afin de couvrir les charges d'exploitation de la bourse. Au cours des cinq premières années de fonctionnement les frais de courtage seront facturés 10% sur le montant de la transaction par les courtiers en bourse lors de l'achat ou de la vente des contrats. En ce qui concerne les coûts de stockage, ils seront prélevés par les magasiniers lors du dépôt de la production dans les entrepôts. Ces couts de stockage seront facturés à 5 000 FCFA et s'appliquerons sur le nombre de contrats que celui voudrait vendre.

3. Stratégie de communication

La communication est essentielle quant à la réussite de l'activité de la bourse. En effet, il faut que les acteurs aient en tout temps et en tout lieu l'information afin d'être inciter à effectuer des transactions. La BOAMPA adoptera un système d'information de marché (SIM) de deuxième génération.

L'information boursière sera diffusé par le site web, les radios (3 fois par jour), les télévisions nationales (2 fois par jour), les principaux journaux nationaux, par les SMS et par la messagerie vocale interactive (en langues locales).

La stratégie commerciale ainsi élaborer nécessite ensuite d'établir les besoins sur le plan infrastructurelles et humain de la bourse.

III. BESOINS EN INFRASTRUCTURES ET EN RESSOURCES HUMAINES

Pour être fonctionnelle la bourse devrait disposer d'infrastructure et d'équipement. Son mode de fonctionnement mérite également d'être détailler.

1. Description des infrastructures

Pour la réussite des activités de la bourse, il est primordial qu'elle se dote elle-même d'infrastructures notamment :

- ❖ Un siège social basé au Burkina Faso;
- ❖ Une représentation nationale par pays. constitué principalement de un (1) entrepôt 50M² par pays, soient au total 8 entrepôts pour l'ensemble de l'espace UEMOA;

Le siège de la bourse accueillera la direction et le personnel administratif de la bourse et sera le centre de toutes les opérations. Les entrepôts serviront à stocker les produits agricoles et devront être situées dans les zones faciles d'accès pour les agriculteurs.

Le site internet devrait être la vitrine de la bourse et permettre d'effectuer également des transactions selon un format classique d'e-commerce et de bourse en ligne.

2. Description des équipements à acquérir

Le fonctionnement de la bourse nécessite un ensemble d'équipements à savoir des véhicules pour les transports du personnel, du matériel informatique et des mobiliers de bureau. Le tableau qui suit illustre nos besoins et leur coût.

Au niveau des représentations nationales le gestionnaire aura à sa disposition les équipements un véhicule de service, du matériel informatique et du mobilier de bureau. Ainsi, huit véhicules; matériels informatiques : à savoir des ordinateurs de bureau, des imprimantes et des serveurs afin de relier en réseau les ordinateurs et aussi des mobiliers de bureau et tous

l'ensemble reviendront à l'ensemble des représentations. Le reste des équipements sera alloué au siège en tant que véhicule de liaisons

Tableau 3 : Equipements de travail - Représentations nationales

	Prix unitaire (En FCFA)	Nombre	Montant
Véhicules	10 000 000	13	130 000 000
Matériels informatiques	500 000	61	30 500 000
Mobilier de bureau	150 000	61	9 150 000
TOTAL			169 650 000

Ainsi on peut constater que, les infrastructures, et les équipements à acquérir représentent une patrie importante de la mise en place du projet

3. Personnel : Organisation, effectif et qualification

Le personnel de la société sera constitué au niveau du siège de l'équipe managériale composée et personnel administratif.

L'équipe managériale sera constituée du directeur général, du directeur des opérations techniques, du directeur des opérations de marché, du directeur de l'administration et du personnel, du directeur des informations de marché du directeur des relations publiques et de la communication externe et du contrôleur de gestion

Les courtiers auront pour rôle de passer les ordres d'achats et des ventes des clients. Ils seront le lien direct entre les clients et la bourse, leur rôle sera donc capital.

Le personnel administratif sera composé des comptables e informaticiens et de secrétaires leur rôle est lié au fonctionnement quotidien de la bourse.

Le directeur général définira la stratégie globale de l'entreprise et supervisera son exécution. Quant au directeur des opérations de marché supervisera toutes les opérations liées au marché notamment le fonctionnement de la chambre de compensation. Le directeur des opérations techniques a pour le rôle est de superviser la mise en place de tout le dispositif de la bourse. Le directeur de l'administration et du personnel responsable de la gestion au jour le jour des ressources humaines de la bourse et aura également pour mission de proposer et de mettre en œuvre la politique des ressources humaines de l'entreprise. Le directeur des informations de marché aura pour mission de veiller à la bonne diffusion des informations sur les produits agricoles sur tous les systèmes d'information de marché sélectionnés. Le directeur des relations publiques et de la communication externe a pour rôle la conception de la politique de communication de la bourse et la recherche de partenariats. Le contrôleur de gestion devra exercer un contrôle permanent sur les budgets de l'entreprise et élaborera la

prévision budgétaire. Enfin, le conseiller juridique aura pour rôle effectuera un travail de veille permanent afin de se tenir au courant des dernières lois votées, applicables aux droits de la bourse

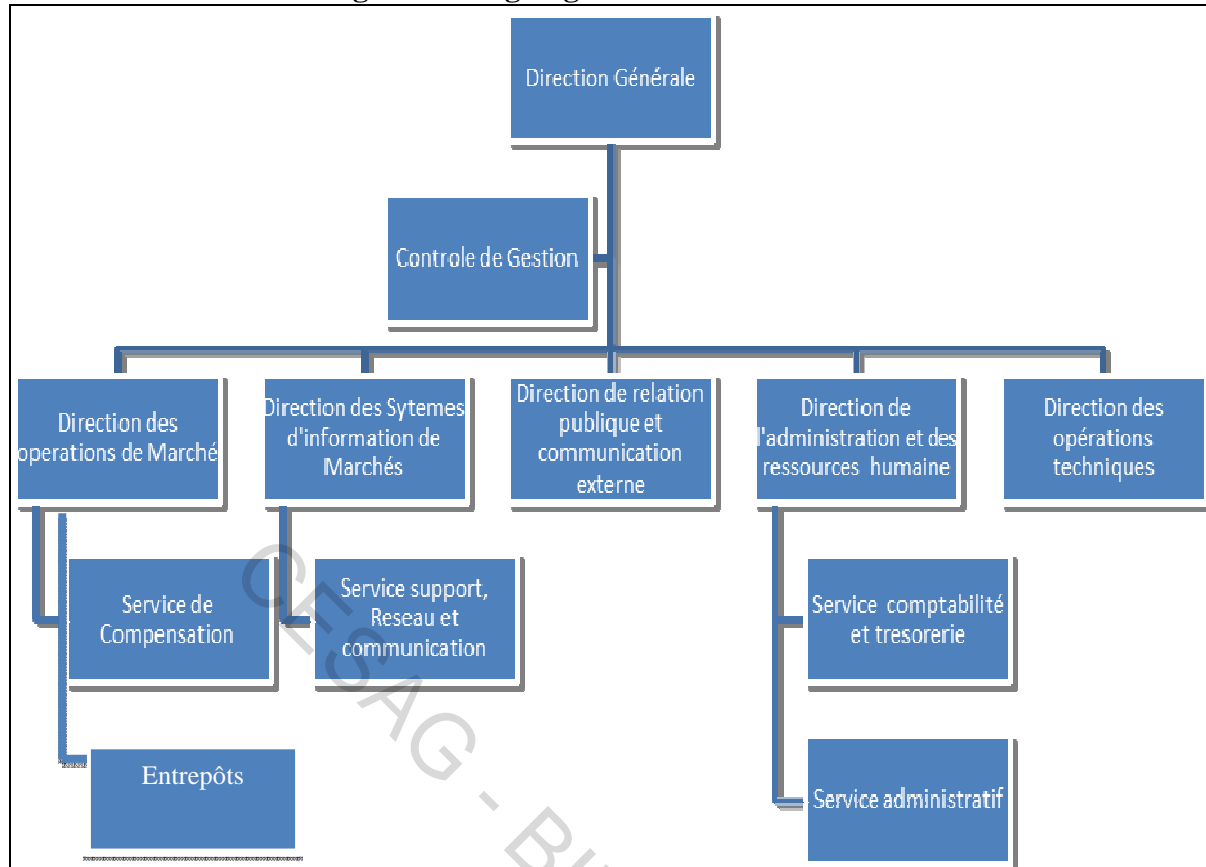
Tableau 4 : Effectif-Siège et Effectif-Représentations nationales

	Nombre	Profil
Directeur général	1	Bac +5 en Finance+ 5 ans d'expérience
Directeurs	5	Bac +5 en Gestion
Assistante de direction	6	Bac +2 secrétariat
Contrôleur de Gestion	1	Bac+5 en Audit et contrôle
Conseiller juridique	1	Bac + 5 en Droit
Personnel administratif (comptables, informaticiens.)	25	Bac+2, Bac+4
Courtiers	18	Bac +3 en commerce,
Gestionnaires	8	Bac +4 en gestion ou logistique
Machinistes	8	Bac + 3 en Génie Industriel et Maintenance (GIM)
Manœuvres	40	CEP + 2 ans d'expérience
Total	113	

Au niveau des entrepôts, afin d'assure leur bon fonctionnement de manière efficace les besoins en matière de ressource humaines sont :

- Un magasinier
- Cinq manœuvres
- Une secrétaire
- Un courtier
- Et un machiniste

Le graphique ci-dessous représente l'organigramme de la bourse

Figure 4 : Organigramme de la BOAMPA

Nous pouvons faire le constat que la mise en place une entreprise comme une bourse agricole nécessitera une bonne stratégie commerciale et marketing. Aussi l'évaluation des besoins en infrastructures et en ressources humaines sont aussi importants pour comprendre le fonctionnement et l'utilité des chaque élément. Il est enfin nécessaire d'évaluer les couts liés à la création de la bourse agricole.

Chapitre 3. EVALUATION FINANCIÈRE DU PROJET DE CRÉATION DE LA BOAMPA

Après avoir identifié les investissements matériels, humains et infrastructurelles de la bourse, ce dernier chapitre présente les investissements nécessaires pour le démarrage des activités et le fonctionnement de l'organisation. Ce chapitre vise donc à mettre en lumière le cout total du projet, son mode de financement et sa rentabilité.

I. LES INVESTISSEMENTS

Le projet nécessite des travaux préparatoires avant son démarrage effectif. Nous avons décidé de consacrer la première année d'existence, l'année 2015 à la mise en place du dispositif opérationnel pour la réalisation des activités.

1. L'acquisition de terrain et construction

Afin de disposer d'entrepôt et de siège, nous avons décidé d'acquérir neuf terrains. Huit des terrains seront destinés à construire des entrepôts et le neuvième à bâtir le siège. Une fois acquis, les travaux de terrassement seront effectués pour permettre la construction des bâtiments. L'ensemble de ces travaux se feraont la première année (cf. Chronogramme d'activités en annexe). Le résumé des besoins est récapitulé dans le tableau 5.

Tableau 5 : Cout d'acquisition terrains et de construction

	Prix unitaire	Nombre	Coût d'acquisition
Terrain entrepôt 500m ²	10 000 000	8	80 000 000
Terrain siège 1000m ²	25 000 000	1	25 000 000
Total terrain		9	105 000 000
Construction entrepôt	20 000 000	8	160 000 000
Siège	50 000 000	1	50 000 000
			315 000 000

L'acquisition des terrains et la construction des bâtiments sont évalués à coût global de 315 millions de FCFA.

2. Les équipements

Les autres immobilisations se composent de la construction et de la mise en ligne du site internet, de l'acquisition des véhicules, du matériel informatique et des mobiliers de bureau.

Sur la base de recherches effectuées sur internet nous avons pris connaissance des prix des différentes immobilisation à acquérir

Tableau 6 : Cout d'acquisition des autres immobilisations

Libellé	Prix unitaire	Nombre	Coût d'acquisition
Site internet	1 750 000	1	1 750 000
Véhicules (type utilitaire bâché)	12 000 000	8	96 000 000
Véhicules (type berline)	15 000 000	13	195 000 000
Ordinateurs de bureau HP Pro 3500	550 000	40	22 000 000
HP Proliant serveur	2 350 000	2	4 700 000
Imprimante HP LaserJet Pro P1102	60 000	40	2 400 000
Mobilier de bureau	350 000	40	14 000 000
TOTAL			335 850 000

L'ensemble de ces équipements permettront à BOAMPA de démarrage et conduire ses activités conformement à son plan d'activités.

3. Les charges à répartir

Pour sa mise en place, la BOAMPA supporter des charges la première année qui sont nécessaire à la mise en place de la strII s'agit essentiellement des frais d'établissement, de s'frais de recrutement du personnel et des frais de suivi des travaux.

3.1. Les frais établissements

Les frais d'établissement comprennent le droit d'enregistrement ; les honoraires du notaire, les frais de prospection, les timbre fiscaux, les frais d'immatriculation et les frais de publicité de démarrage. Le tableau suivant résume l'ensemble de ces frais.

Tableau 7 : Les frais d'établissement

Rubrique	Montant
Droit d'enregistrement	25 500
Honoraires du notaire	100 000
Frais de prospection	100 000
Timbre fiscaux	24 000
Frais d'immatriculation	50 000
Publicité	2 500 000
TOTAL	2 799 500

L'ensemble de ses frais seront amortis durant les trois années d'exercices.

3.2. Le recrutement du personnel

Les couts liés au recrutement du personnel ont été estimé sur la base des honoraires des cabinets de recrutement fixé à 10% du salaire brut annuel des personnes recrutées. Le total de ces couts est de 56 520 000 FCFA.

3.3. Les frais de suivi de travaux

Les frais de suivi des travaux sont engagés dans le but de veiller à la bonne marche des travaux de construction d'entrepôts dans les huit (8) pays. Ils sont estimés à 250 000 FCFA par chantier et par mois sur une période de six mois pour les entrepôts et sept mois pour le siège. Ils s'élèvent à 5 500 000 FCFA.

Au total, les investissements comprennent l'acquisition de terrains et la construction des bâtiments, l'achat des équipements nécessaires au fonctionnement de chacune des structures. Ils comprennent aussi les charges à répartir, à savoir les frais d'établissement, les frais de recrutements du personnel et les frais de suivi des travaux.

II. RRÉSULTATS PRÉVISIONNELS

L'établissement du compte de résultat prévisionnel nécessite au préalable la connaissance du chiffre d'affaire et des charges d'exploitation

1. Le chiffre d'affaire prévisionnel

L'évaluation du chiffre d'affaire a été faite à partir des prévisions d'émission de contrats (Annexe 02) et l'évolution des prix de ces différents contrats (Annexe 03). Puis, nous avons défini les prix des contrats. Le volume des transactions est obtenu en multipliant le nombre de contrats échangés par le prix du contrat.

Les frais de courtage sont appliqués au volume total des transactions. Quant aux coûts de stockage, ils sont directement appliqués sur le nombre de contrats total échangés.

La somme de ces deux montants permet d'avoir une estimation du chiffre d'affaire.

Par exemple pour la première année, l'estimation du chiffre d'affaire est présentée dans le tableau 8 ci-après.

Le tableau ci-dessous retrace sur la période 2016 à 2020, le chiffre d'affaire prévisionnel.

Tableau 8 : Chiffre d'affaire prévisionnel de 2016 à 2020

En millions FCFA	2016	2017	2018	2019	2020
frais de courtage sur contrat	815 815 000	904 515 425	1 127 310 522	1 423 229 533	1 796 827 286
frais de stockage	145 000 000	166 750 000	208 437 500	260 546 875	325 683 594
chiffre d'affaire	960 817 016	1 071 267 442	1 335 750 040	1 683 776 408	2 122 510 880

Il ressort de ce tableau que le chiffre d'affaire de l'année de démarrage pourrait atteindre 960 817 016 FCFA et connaîtra par la suite une évolution de 11% de 2016 à 2017, de 25% de 2017 à 2018 et de 26% à partir de 2018 jusqu'à 2020.

2. Charges d'exploitation de la BOAPA

Les charges d'exploitation se composent principalement d'achats et fournitures, des services extérieurs et des charges de personnel. Les achats et fournitures et services extérieurs sont engagés en 2015 de façon minoritaire et partielle pour les besoins du personnel recruté au début du projet. Cependant à partir de 2016, elles sont utilisées totalement et la croissance des activités de l'entreprise impliquera nécessairement la croissance de ces charges d'exploitation.

Tableau 9 : Evolution des charges d'exploitation de la bourse agricole en milliers

Désignation	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Achats et fournitures						
Fournitures de bureau	200	2 000	2 500	3 500	4 000	4 500
Electricité		5 000	5 100	5 200	5 300	5 400
Carburant	1 200	8 000	8 500	9 000	9 500	10 000
Eau		1 500	1 700	1 800	1 900	2 000
Sous Total	1 400	16 500	17 800	19 500	20 700	21 900
Services extérieurs						
Entretien et réparation		2 000	2 200	2 240	2 340	2 240
Assurance		6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
Publicité		15 000	20 000	25 000	27 000	28 000
Téléphone, internet et hébergement site	600	1 500	1 750	2 000	2 000	2 000
Sous Total	600	24 500	29 950	35 240	37 340	38 240
Total	2 000	41 000	47 750	54 740	58 040	60 140

Ce projet aura besoin du personnel compétent à même de réaliser les objectifs financiers du projet. Le tableau suivant montre la prévision des charges du personnel.

Tableau 10 : Récapitulatif des charges de personnel

Postes-Siège	Nombre	Salaire brut mensuel	Charges sociales mensuel	Salaire net mensuel	Masse salariale mensuelle
Directeurs général	1	2150000	559000	1591000	1591000
Directeurs	5	1500000	390000	1110000	5550000
Contrôleur de Gestion	1	1350000	351000	999000	999000
conseiller juridique	1	1250000	325000	925000	925000
Courtiers	18	900000	234000	666000	11988000
Assistante de direction	6	600000	156000	444000	2664000
Personnel administratif (comptables, informaticiens.)	25	700000	182000	518000	12950000
Gestionnaires	8	650000	169000	481000	3848000
machiniste	8	500000	130000	370000	2960000
Manœuvres	40	250000	65000	185000	7400000
Total	113		2561000		50875000

Pour l'année 2015 ; la totalité du personnel ne sera pas a engagé. Le Directeur général, le Directeur de l'Administration et des Ressources Humaines, le Directeur des opérations et leur assistante seront recrutés et rémunérés conformément au calendrier d'exécution. Les charges y afférentes sont estimés à 66 500 000 FCFA.

3. Résultats prévisionnels

Les estimations des résultats prévisionnels font ressortir qu'en 2015 l'entreprise connaîtrait une perte due notamment aux charges d'exploitations qu'elle aura à supporter sans pour autant mener d'activités. Mais à partir de de 2016, début des activités la bourse pourrait connaître un résultat positif qui connaîtrait une forte croissance sur les cinq années.

Tableau 11 : Compte de résultat prévisionnel

En Milliers FCFA	2015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Produits d'exploitation	0	960 815	1 071 265	1 335 748	1 683 776	2 122 511
Chiffre d'affaires		960 815	1 071 265	1 335 748	1 683 776	2 122 511
Charges d'exploitation	135 070	760 835	767 585	774 575	777 875	779 975
Fournitures de bureau	200	2 000	2 500	3 500	4 000	4 500
Electricité	0	5 000	5 100	5 200	5 300	5 400
Carburant	1 200	8 000	8 500	9 000	9 500	10 000
Eau	0	1 500	1 700	1 800	1 900	2 000
Entretien et réparation	0	2 000	2 200	2 240	2 340	2 240
Assurance	0	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
Publicité	0	15 000	20 000	25 000	27 000	28 000
Téléphone, internet et site	600	1 500	1 750	2 000	2 000	2 000
Autres charges d'exploitation	66 570	0	0	0	0	
Charges du personnel	66 500	641 232	641 232	641 232	641 232	641 232
Dotations aux amortissements		78 603	78 603	78 603	78 603	78 603
Résultat d'exploitation	- 135 070	199 980	303 680	561 173	905 901	1 342 536
Produits financiers	13 257	21 770	18 200	19 600	29 200	31 520
Charges financières	5 333	32 000	32 000	32 000	32 000	32 000
Résultat financier	7 923	- 10 230	- 13 800	- 12 400	- 2 800	- 480
Résultat activités ordinaires	- 127 146	189 750	289 880	548 773	903 101	1 342 056
Produits H.A.O.	0	0	0	0	0	0
Charges H.A.O.	0	0	0	0	0	0
Résultat H.A.O	0	0	0	0	0	0
Résultat avant Impôt	- 127 146	189 750	289 880	548 773	903 101	1 342 056
Impôt / Bénéfice (33%)		62 617	95 660	181 095	298 023	442 878
Résultat Net	- 127 146	127 132	194 220	367 678	605 078	899 177

III. FINANCEMENT DE LA BOAMPA

Le mode de financement de l'entreprise représente l'un des point clé de cette évaluation financière

1. Le budget de trésorerie

L'année 2015 qui constitue l'année de démarrage du projet est caractérisée par des décaissements uniquement et sans encaissement d'exploitation. Cette situation est due au temps nécessaire pour la construction du siège et des entrepôts, l'acquisition des différents matériels, le recrutement du personnel et la mise en place globale de la structure.

Le besoin de financement est très important, il est donc nécessaire de trouver le financement judicieux et adéquat pour financer.

Le budget de trésorerie de l'année 2015 est constitué uniquement des décaissements hors exploitation relatifs à la réalisation des investissements et l'acquisition des équipements et cela en conformité avec le calendrier d'exécution. Le solde brut à la fin de l'exercice sans financement s'élève à près de 789 502 833 FCFA

Le budget de l'année 2016, enregistre les premiers encaissements de l'entreprise à partir du mois de mars mais aussi les décaissements d'exploitation relatifs au fonctionnement de la bourse

Les tableaux des budgets de trésorerie des années 2015 ; 2016 et les budgets de trésorerie pluriannuels sont en annexe (tableau 18, 19 et 20).

2. Modalités de financement de la BOAMPA

Le financement nécessaire au démarrage et au fonctionnement de la bourse se décompose de la façon suivante : Le cout total du projet liés aux investissements, les travaux préparatoires de l'année 2015 et au les financements du déficit de trésorerie du début de l'année 2016.

Après évaluation, il ressort que le montant d'investissement en construction et matériels de vaut 653 649 500 FCFA et le déficit de trésorerie l'année 2016 atteint 158 546 112 FCFA

Ce montant sera en grande partie financer par le capital de la société que nous fixerons à 600 000 000 FCFA. Ce montant du capital est important. Car il donnera une vision de la surface financière de l'entreprise et mesurera la crédibilité de notre entreprise.

Le reliquat du financement sera financé par l'emprunt bancaire. Nous estimons qu'il faudrait contracter un emprunt de 320 000 000 pour couvrir les déficits de trésorerie de 2015 et 2016.

Nous envisageons pouvoir négocier l'emprunt au taux de 13% qui est le taux sur une durée de cinq ans avec les banques.

Le tableau ci-dessous retrace l'amortissement de l'emprunt est résumé dans le tableau

Tableau 12 : Amortissement de l'emprunt

années	dette initiale	intérêt	amortissement	annuité	dette restante
2016	320 000 000	41 600 000	64 000 000	105 600 000	256 000 000
2017	256 000 000	33 280 000	64 000 000	97 280 000	192 000 000
2018	192 000 000	24 960 000	64 000 000	88 960 000	128 000 000
2019	128 000 000	16 640 000	64 000 000	80 640 000	64 000 000
2020	64 000 000	8 320 000	64 000 000	72 320 000	-

Le mode de financement de la bourse telle que définit devrait permettre l'entreprise de pouvoir faire face à ses investissements et a ses charges d'exploitation tout en étant rentable.

3. Rentabilité de la BOAMPA

Evaluer la rentabilité d'un projet c'est comparer les gains futurs de ce projet au cout initial de l'investissement. Pour étudier la rentabilité de ce projet nous avons décidé d'évaluer la rentabilité de notre projet est calculant la valeur actuelle nette et le taux interne de rentabilité.

La valeur actuelle nette est la valeur actualisée des flux monétaires prévus d'un investissement de laquelle on déduit le montant de cet investissement. Pour l'évaluer il nous faut déterminer les cash-flows qui représentent l'ensemble des flux de liquidités générés par les activités d'une société en additionnant les résultats nettes de l'exercice avec les dotations aux amortissements

Tableau 13 : Calcul des Cash-Flows prévisionnels

	2016	2017	2018	2019	2020
Résultat net	127 132 388	194 219 773	367 677 813	605 077 832	899 177 328
Dotations aux amortissements	78 603 167	78 603 167	78 603 167	78 603 167	78 603 167
Capacité d'autofinancement	205 735 555	272 822 940	446 280 979	683 680 999	977 780 494

Le choix du taux d'actualisation a été fait en fonction des plusieurs facteurs. Le taux du marché qui vaut 10%, le risque lié au projet que nous pouvons pondéré à 5%, la prise en

compte du temps pondéré à 3% et la nature de l'activité pondéré à 2%. Nous pouvons alors de prendre comme taux d'actualisation de 20%

Après calcul la VAN s'établit à 838 359 445. Ainsi, la valeur actuelle nette est strictement positive. Comme la VAN est positif, notre projet est rentable et acceptable. Ce qui signifierait qu'après cinq ans c'est-à-dire de 2016 à 2020, la valeur marchande de l'entreprise pourrait augmenter de 838 359 445 FCFA

Quant au taux de rendement interne c'est le taux d'actualisation pour lequel la valeur actuelle nette est nulle. C'est le taux qui rend égaux le montant de l'investissement et les cash-flows induits.

Il ressort de nos calculs que le TRI vaut 41,07% Le TRI est donc positif. Comme le TRI est supérieur au taux d'actualisation, le projet est rentable et acceptable.

Il ressort que le montant nécessaire au financement de la bourse s'élèvera à peu près à 948048945 FCFA. Ce montant sera en grande partie financé par le capital de la société que nous fixerons à 500 000 000 FCFA. Le reste des investissements sera financé par un emprunt. Le chiffre d'affaire de la bourse s'établira à 960 817 016 en 2016 et atteindra près de 2 122 510 880 en 2020 soit une hausse de près de 50%. Quant au résultat net de la bourse il pourrait atteindre 1 039 749 000 en 2020 après avoir été négatif en 2015. Enfin, les indicateurs de rentabilité c'est-à-dire la VAN et le TRI affichent un niveau satisfaisant.

CONCLUSION

Le présent projet avait pour objectif d'étudier les modalités de mise en place d'une bourse agricole dans la zone UEMOA afin favoriser les échanges commerciaux entre les pays et lutter contre l'insécurité alimentaire.

Le premier chapitre du projet a constitué à présenter les caractéristiques économiques et agricole de la zone UEMOA mais surtout à expliquer le fonctionnement des marchés des matières premières. Quant au second chapitre il a contribué à présenter le projet dans son ensemble son mode fonctionnement, le plan marketing et les besoins infrastructurelles et humain. Le dernier chapitre a constitué établir le mode financement de la société faire une évaluation financières du projet d'estimer et sa rentabilité. Nous avons proposé de financer la création de la bourse par la constitution de capital et un emprunt bancaire qui devraient permettre de financement le besoin en fond de roulement pour la première année, année de lancement des travaux de constructions des entrepôt et des siège et de recrutement du personnel de la bourse et cela en entendant que les recettes de notre entreprise puissent couvrir ses charges d'exploitation dans les années à venir

Globalement, nous pouvons retenir essentiellement que la volonté de créer une bourse agricole dans l'espace UEMOA est opportun et pourrait être rentable vu surtout que l'agriculture est secteur important en Afrique de l'Ouest et qu'il est à fort potentiel de développement.

Cependant l'importance d'une telle structure nécessite une implication des Etats ouest africains. Nous estimons que les Etats de l'Afrique de l'ouest auront un rôle double à jouer. Premièrement la nécessité de règlementer le marché est d'une importance capitale et relève des gouvernements. Deuxièmement ils devront surtout fournir un cadre juridique adéquat et uniforme mais également superviser et se porter garant des contrats engagés. En outre il faudrait sensibiliser les acteurs du monde rural quant à l'utilité de la bourse. Il faudrait également aussi, des séances de formation sur l'utilisation des systèmes d'information.

Enfin, à long terme, dans le but de diversifier ses activités, et surtout au vu des richesses minières de nos pays, l'on est amené à se demander si la BOAMPA ne peut-elle pas se transformer en bourse de matières premières, c'est à dire bourse de soft commodities et hard commodities ?

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

1. CLAUDE Marie, Méthodologie du business plan, (2002), Edition d'organisations 280p
2. VERNIMMEN, Pierre (2009), Finance d'entreprise, 7è Ed, Edition DALLOZ 1200 p.
3. Simon Yves,(1995) Marchés dérivés des matières premières et gestion du risque de prix, Economica,342 p,

Rapport et publications

4. BCEAO, (2012); Rapport Annuel de la Commission Bancaire
5. DAWIT Alemu et GERDIEN Meijerink,(2010), The Ethiopian Commodity Exchange (ECX) An overview, 34p
6. CILSS (2012); Note d'Information Sécurité Alimentaire – NISA, N° 46 - Mars-Avril 2012
7. CILSS, (2012) , Rapport sur la situation agricole et alimentaire au sahel et en Afrique de l'Ouest,16p
8. FMI, (2014); Rapport des services du FMI sur les politiques communes des pays membres, Avril 2013, 116p
9. IFC, (2012), Financement par les récépissés d'entrepôt : leçons tirées de l'Éthiopie,
10. JENNIE van der Mheen-Sluijer, (2010) Ethiopian commodity exchange and contract farming arrangements: Complementing institutions, 37p
11. UEMOA, (2002) ; Les grandes orientations de la politique agricole de l'UEMOA(2002), Volume 1 : RAPPORT PRINCIPAL ; 147p

Sites internet

12. <http://www.afrik.com/article21806.html>
13. <http://www.amf-france.org/>
14. www.uemoa.int
15. www.imf.org.
16. www.bceao.int
17. <http://faostat3.fao.org/faostat-gateway/go/to/download/FB/CC/F>
18. www.cilss.bf

CESAG - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

Tableau 14: Spécificités des différents contrats

	banane	igname	oignons	maïs	sorgho	manioc	haricot	mil	riz	sésame
Caractéristique	banane plantain	igname locale	oignon locale			manioc local				
Teneur en impunité				2%	2%		2%	2%	2%	2%
Teneur en humidité				15%	15%		15%	15%	15%	15%
Grains brisé				4%	4%		4%	4%	4%	4%
Taille du contrat (tonne)	1	1	2	5	5	1	5	5	5	2
Prix par tonnes	150 000	350 000	400 000	200 000	175 000	250 000	530 000	150 000	300 000	400 000
Devise utilisé										
Echéance	Mars Juin Septembre Octobre	Mars Juin Septembre Octobre	Mars Juin Septembre Octobre	Mars Juin Septembre Octobre	Mars Juin Septembre Octobre	Mars Juin Septembre Octobre	Mars Juin Septembre Octobre	Mars Juin Septembre Octobre	Mars Juin Septembre Octobre	Mars Juin Septembre Octobre
Horaires										
Horaires site internet	Lundi samedi 7h-20h	Lundi samedi 7h-20h	Lundi samedi 7h-20h	Lundi samedi 7h-20h	Lundi samedi 7h-20h	Lundi samedi 7h-20h	Lundi samedi 7h-20h	Lundi samedi 7h-20h	Lundi samedi 7h-20h	Lundi samedi 7h-20h
Horaires de bourse	Lundi vendredi 8h30-16h30	Lundi vendredi 8h30- 16h30	Lundi vendredi 8h30-16h30	Lundi vendredi 8h30-16h30	Lundi vendredi 8h30-16h30	Lundi vendredi 8h30-16h30	Lundi vendredi 8h30-16h30	Lundi vendredi 8h30-16h30	Lundi vendredi 8h30- 16h30	Lundi vendredi 8h30-16h30

Tableau 15: Chronogramme des activités

Activités	Ouvert URF	2015												2016				2017				
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	J	F	M	A	
Enregistrement au registre de commerce																						
Acquisition des terrains																						
Terrain pour le siège																						
Terrain pour l'entrepôt au Benin																						
Terrain pour l'entrepôt au Burkina Faso																						
Terrain pour l'entrepôt en Côte d'Ivoire																						
Terrain pour l'entrepôt en Guinée Bissau																						
Terrain pour l'entrepôt au Mali																						
Terrain pour l'entrepôt au Niger																						
Terrain pour l'entrepôt au Sénégal																						
Terrain pour l'entrepôt au Togo																						
Construction du siège et des entrepôts																						
Constructions du siège																						
Construction de l'entrepôt au Benin																						
Construction de l'entrepôt au Burkina Faso																						
Construction de l'entrepôt en Côte d'Ivoire																						
Construction de l'entrepôt en Guinée Bissau																						
Construction de l'entrepôt au Mali																						
Construction de l'entrepôt au Niger																						
Construction de l'entrepôt au Sénégal																						
Construction de l'entrepôt au Togo																						
Recrutement du personnel																						
Directeur Général																						
Directeurs (5)																						
Directeur de l'Administration et des Ressources Humaines																						

Création d'une bourse agricole au sein de la zone UEMOA

Activités	Ouvert ure	2015												2016				2017			
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	J	F	M	A	J	F	M	A
Directeur des opérations																					
Directeur Systèmes d'information de Marchés																					
Directeur des opérations de Marché																					
Contrôleur de Gestion (1)																					
Courtiers (10)																					
Personnel administratif																					
Assistante de direction (5)																					
Comptables (8)																					
Informaticiens (7)																					
Responsable magasin (8)																					
Manutentionnaire (40)																					
Création du site web																					
Acquisition des véhicules																					
Achat des mobiliers de bureaux																					
Achat des équipements informatiques																					
Ordinateurs de bureau (40)																					
Serveurs (2)																					
Imprimantes (40)																					
Lancement des activités																					
Gestion des émissions																					
Gestion des activités																					

Tableau 16:Prévision du nombre de contrats échangés

En tonne	2016	2017	2018	2019	2020
Banane	1 500	1 725	2 156	2 695	3 369
Banane@marsN	600	690	863	1 078	1 348
Banane@JuinN	300	345	431	539	674
Banane@septembreN	300	345	431	539	674
Banane@OctobreN	300	345	431	539	674
Haricot	1 500	1 725	2 156	2 695	3 369
Haricot@marsN	600	690	863	1 078	1 348
Haricot@JuinN	300	345	431	539	674
Haricot@septembreN	300	345	431	539	674
Haricot@OctobreN	300	345	431	539	674
Igname	1 500	1 725	2 156	2 695	3 369
Igname@marsN	600	690	863	1 078	1 348
Igname@JuinN	300	345	431	539	674
Igname@septembreN	300	345	431	539	674
Igname@OctobreN	300	345	431	539	674
Manioc	1 500	1 725	2 156	2 695	3 369
Manioc@marsN	600	690	863	1 078	1 348
Manioc@JuinN	300	345	431	539	674
Manioc@septembreN	300	345	431	539	674
Manioc@OctobreN	300	345	431	539	674
Maïs	5 000	5 750	7 188	8 984	11 230
Maïs@marsN	2 000	2 300	2 875	3 594	4 492
Maïs@JuinN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Maïs@septembreN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Maïs@OctobreN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Millet	5 000	5 750	7 188	8 984	11 230
Millet@marsN	2 000	2 300	2 875	3 594	4 492
Millet@JuinN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Millet@septembreN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Millet@OctobreN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Oignons	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Oignons@marsN	700	805	1 006	1 258	1 572
Oignons@JuinN	100	115	144	180	225
Oignons@septembreN	100	115	144	180	225
Oignons@OctobreN	100	115	144	180	225
Riz (Eq Blanchi)	6 000	6 900	8 625	10 781	13 477
Riz (Eq Blanchi)marsN	2 000	2 300	2 875	3 594	4 492
Riz (Eq Blanchi)@JuinN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Riz (Eq Blanchi)@septembreN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Riz (Eq Blanchi)@OctobreN	2 000	2 300	2 875	3 594	4 492
Sésame	1 500	1 725	2 156	2 695	3 369
Sésame@marsN	600	690	863	1 078	1 348
Sésame@JuinN	300	345	431	539	674
Sésame@septembreN	300	345	431	539	674
Sésame@OctobreN	300	345	431	539	674

En tonne	2016	2017	2018	2019	2020
Sorgho	4 500	5 175	6 469	8 086	10 107
Sorgho@marsN	1 500	1 725	2 156	2 695	3 369
Sorgho@JuinN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Sorgho@septembreN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
Sorgho@OctobreN	1 000	1 150	1 438	1 797	2 246
TOTAL NBRE DE CONTRATS Emis	29 000	33 350	41 688	52 109	65 137

CESAG - BIBLIOTHEQUE

Tableau 17 : Prévisions des prix des produits agricoles (par tonne)

Prix (/tonne)	2016	2017	2018	2019	2020
Banane	150 000	151 500	153 015	154 545	156 091
Haricot	530 000	535 300	540 653	546 060	551 520
Igname	350 000	353 500	357 035	360 605	364 211
Manioc	250 000	252 500	255 025	257 575	260 151
Mais	200 000	202 000	204 020	206 060	208 121
Millet	150 000	151 500	153 015	154 545	156 091
Oignons	400 000	404 000	408 040	412 120	416 242
Riz (Eq Blanchi)	300 000	303 000	306 030	309 090	312 181
Sésame	400 000	404 000	408 040	412 120	416 242
Sorgho	175 000	176 750	178 518	180 303	182 106

Tableau 18: Budget de trésorerie 2015 (En milliers de FCFA)

Rubriques	janv.-15	févr.-15	mars-15	avr.-15	mai-15	juin-15	juil.-15	août-15	sept.-15	oct.-15	nov.-15	déc.-15
Encaissements d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Encaissements hors exploitation	1 933	1 933	1 730	1 623	1 170	1 087	1 003	777	520	260	893	327
Produits financiers	1 933	1 933	1 730	1 623	1 170	1 087	1 003	777	520	260	893	327
Total encaissements	1 933	1 933	1 730	1 623	1 170	1 087	1 003	777	520	260	893	327
Décaissements d'exploitation												
Fournitures de bureau	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17
Carburant	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Téléphone, internet et site	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50
Salaire brut	1 591	4 329	4 329	4 329	4 329	4 329	4 329	4 329	4 329	4 329	4 329	4 329
charges sociales	559	1 521	1 521	1 521	1 521	1 521	1 521	1 521	1 521	1 521	1 521	1 521
Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 667	2 667
Décaissements hors exploitation												
Frais d'établissement	2 800											
Frais de recrutement	2 580	6 240										47 700
terrain			55 000	25 000	25 000							
frais suivi des travaux					900	900	900	900	900	900	100	
Construction du siège et des entrepôts					80 000	16 000	16 000	16 000	16 000	16 000		
Constructions du siège					25 000	2 000	1 000	5 000	3 000	5 000	9 000	
site internet							1 000	250	500			
Véhicules								46 000	50 000	50 000	50 000	95 000
Matériels informatiques											14 000	15 100
Mobilier de bureau											7 000	7 000
Distribution résultat												
Total décaissements	7 696	12 257	61 017	31 017	136 917	24 917	24 917	74 167	76 417	77 917	88 783	173 483
Solde Enc./Décais.	- 5 763	- 10 323	- 59 287	- 29 393	- 135 747	- 23 830	- 23 913	- 73 390	- 75 897	- 77 657	- 87 890	- 173 157

Création d'une bourse agricole au sein de la zone UEMOA

Rubriques	janv.-15	févr.-15	mars-15	avr.-15	mai-15	juin-15	juil.-15	août-15	sept.-15	oct.-15	nov.-15	déc.-15
Situation initiale de trésorerie	600 000	14 237	3 914	5 627	8 234	8 487	9 657	10 744	5 354	6 457	6 800	48 910
Encaisse minimale												
Solde cumulé avant Financement/Placement	594 237	3 914	- 55 373	- 23 766	- 127 513	- 15 343	- 14 256	- 62 646	- 70 543	- 71 200	- 81 090	- 124 246
Financement : Crédits nouveaux											320 000	
Variation cumulée encours de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	320 000	320 000
Encours de crédits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	320 000	320 000
Placement : Décaissement	580 000										190 000	
Placement : encaissement			61 000	32 000	136 000	25 000	25 000	68 000	77 000	78 000		170 000
Variation cumulée encours de placements	580 000	580 000	519 000	487 000	351 000	326 000	301 000	233 000	156 000	78 000	268 000	98 000
Encours de créances	580 000	580 000	519 000	487 000	351 000	326 000	301 000	233 000	156 000	78 000	268 000	98 000
Solde de trésorerie cumulé après décisions	14 237	3 914	5 627	8 234	8 487	9 657	10 744	5 354	6 457	6 800	48 910	45 754
	1 174 237	1 163 914	1 104 627	1 075 234	939 487	915 657	891 744	818 354	742 457	664 801	576 911	403 754

Tableau 19: Budget de trésorerie 2016 (En milliers de FCFA)

Rubriques	janv.-16	févr.-16	mars-16	avr.-16	mai-16	juin-16	juil.-16	août-16	sept.-16	oct.-16	nov.-16	déc.-16
Encaissements d'exploitation	0	0	369 555	0	0	0	178 590	0	196 080	216 590	0	0
Encaissements sur CA Budgétés			369 555				178 590		196 080	216 590		
Encaissements hors exploitation	993	993	993	927	727	527	937	737	1 197	1 727	1 533	1 007
Produits financiers	993	993	993	927	727	527	937	737	1 197	1 727	1 533	1 007
Total encaissements	993	993	370 548	927	727	527	179 527	737	197 277	218 317	1 533	1 007
Fournitures de bureau	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167
Electricité	417	417	417	417	417	417	417	417	417	417	417	417
Carburant	667	667	667	667	667	667	667	667	667	667	667	667
Eau	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
Entretien et réparation	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167	167
Assurance	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
Publicité	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
Téléphone, internet et site	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
Salaire brut	50 875	50 875	50 875	50 875	50 875	50 875	50 875	50 875	50 875	50 875	50 875	50 875
charges sociales	2 561	2 561	2 561	2 561	2 561	2 561	2 561	2 561	2 561	2 561	2 561	2 561
Charges financières	2 667	2 667	2 667	2 667	2 667	2 667	2 667	2 667	2 667	2 667	2 667	2 667
Impôts /bénéfice (33%)												59 491
Distribution résultat												39 953
Total décaissements	59 519	59 519	59 519	59 519	59 519	59 519	59 519	59 519	59 519	59 519	59 519	158 963
Solde Enc./Décais	- 58 526	- 58 526	311 029	- 58 593	- 58 793	- 58 993	120 007	- 58 783	137 757	158 797	- 57 986	- 157

Création d'une bourse agricole au sein de la zone UEMOA

Rubriques	janv.-16	févr.-16	mars-16	avr.-16	mai-16	juin-16	juil.-16	août-16	sept.-16	oct.-16	nov.-16	déc.-16
												957
Situation initiale de trésorerie	45 754	- 212 772	- 271 298	39 731	1 138	2 345	3 353	360	1 577	1 335	1 132	1 146
Encaisse minimale												
Solde cumulé avant Financement/Placement	- 12 772	- 271 298	39 731	- 18 862	- 57 655	- 56 647	123 360	- 58 423	139 335	160 132	- 56 854	- 156 810
Variation cumulée encours de credit	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Encours de crédits	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000	320 000
Placement : Décaissement	200 000						135 000		255 000	375 000		
Placement : encaissement				20 000	60 000	60 000	12 000	60 000	117 000	216 000	58 000	158 000
Variation cumulée encours de placements	298 000	298 000	298 000	278 000	218 000	158 000	281 000	221 000	359 000	518 000	460 000	302 000
Encours de créances	298 000	298 000	298 000	278 000	218 000	158 000	281 000	221 000	359 000	518 000	460 000	302 000
Encours crédit maximum												
Solde de trésorerie cumulé après décisions	- 212 772	- 271 298	39 731	1 138	2 345	3 353	360	1 577	1 335	1 132	1 146	1 190
	63 228	4 702	315 731	257 138	198 346	139 353	259 360	200 578	338 335	497 132	439 146	281 190

Tableau 20: Budget de trésorerie de 2015 à 2020 (En Milliers de FCFA)

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encaissements d'exploitation	0	960 815	1 071 265	1 335 748	1 683 776	2 122 511
Encaissements sur CA Budgétés	0	960 815	1 071 265	1 335 748	1 683 776	2 122 511
Encaissements hors exploitation	13 257	12 297	18 200	19 600	29 200	31 520
Produits financiers	13 257	12 297	18 200	19 600	29 200	31 520
Total encaissements	13 257	973 112	1 089 465	1 355 348	1 712 976	2 154 031
Décaissements d'exploitation	73 833	773 723	803 842	877 067	997 295	1 144 250
Fournitures de bureau	200	2 000	2 500	3 500	4 000	4 500
Electricité	0	5 000	5 100	5 200	5 300	5 400
Carburant	1 200	8 000	8 500	9 000	9 500	10 000
Eau	0	1 500	1 700	1 800	1 900	2 000
Entretien et réparation	0	2 000	2 200	2 240	2 340	2 240
Assurance	0	6 000	6 000	6 000	6 000	6 000
Publicité	0	15 000	20 000	25 000	27 000	28 000
Téléphone, internet et hébergement site	600	1 500	1 750	2 000	2 000	2 000
Salaire brut	49 210	610 500	610 500	610 500	610 500	610 500
charges sociales	17 290	30 732	30 732	30 732	30 732	30 732
Charges financières	5 333	32 000	19 200	0	0	0
Impôts /bénéfice (33%)		59 491	95 660	181 095	298 023	442 878
Décaissements hors exploitation	706 470	35 086	- 274 060	- 611 361	- 601 081	- 14 189
Frais d'établissement	2 800	0				
Frais de recrutement	56 520	0				
terrain	105 000	0				
frais suivi des travaux	5 500	0				
Construction du siège et des entrepôts	160 000	0				
Constructions du siège	50 000	0				
site internet	1 750	0				
Véhicules	291 000	0				195 000

Rubriques	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Matériels informatiques	29 100	0				29 100
Mobilier de bureau	14 000	0				14 000
Distribution résultat	- 9 200	35 086	- 274 060	- 611 361	- 601 081	- 252 289
Total décaissements	780 303	808 809	529 782	265 706	396 214	1 130 061
Solde Enc./Décaissements	- 767 046	164 302	559 683	1 089 642	1 316 762	1 023 970
Situation initiale de trésorerie	48 910	45 754	1 190	41 873	577 515	1 100 277
Encaisse minimale						
Solde cumulé avant Financement/Placement	- 124 246	210 056	560 873	1 131 515	1 894 277	2 124 246
Financement : Crédits nouveaux	320 000	0				
Financement : Remboursements	0	64 000	64 000	64 000	64 000	64 000
Variation cumulée encours de credit	320 000	- 64 000	- 64 000	- 64 000	- 64 000	- 64 000
Encours de crédits	320 000	256 000	192 000	128 000	64 000	0
Placement : Décaissement	770 000	965 000	455 000	490 000	730 000	788 000
Placement : encaissement	672 000	761 000				
Variation cumulée encours de placements	98 000	204 000	455 000	490 000	730 000	788 000
Encours de créances	98 000	204 000	455 000	490 000	730 000	788 000
Encours crédit maximum	0	0				
Solde de trésorerie cumulé après décisions	45 754	1 190	41 873	577 515	1 100 277	1 272 246
	- 78 246	47 190	402 873	1 037 515	1 864 277	2 158 246

Tableau 21: Bilans Prévisionnels de 2016 à 2020 (En Milliers de FCFA)

Actif	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Actif immobilisé	751 650	857 650	1 030 046	986 443	1 147 840	1 433 090
Immobilisations incorporelles	4 550	4 550	3 266	1 983	700	350
Frais d'établissement	2 800	2 800	1 866	933	0	0
Logiciel	1 750	1 750	1 400	1 050	700	350
Immobilisations corporelles	649 100	649 100	571 780	494 460	417 140	644 740
Terrains	105 000	105 000	105 000	105 000	105 000	105 000
Constructions	210 000	210 000	199 500	189 000	178 500	168 000
Matériels informatiques	29 100	29 100	23 280	17 460	11 640	40 740
Matériels automobiles	291 000	291 000	232 800	174 600	116 400	311 400
Mobilier de bureau	14 000	14 000	11 200	8 400	5 600	19 600
Immobilisations financières	98 000	204 000	455 000	490 000	730 000	788 000
Participations						
Autres immobilisations financières	98 000	204 000	455 000	490 000	730 000	788 000
Actifs circulants	0	0	0	0	0	0
Actif Circulant H. A. O.						
Stock		0	0	0	0	0
Clients		0	0	0	0	0
Autres créances		0	0	0	0	0
Trésorerie actif	45 754	1 190	41 873	577 515	1 100 277	1 272 246
Disponibilité	45 754	1 190	41 873	577 515	1 100 277	1 272 246
Total Actif	792 854	858 839	1 071 919	1 563 958	2 248 117	2 705 336
Passif						
Ressources stables	472 854	602 839	879 919	1 435 958	2 184 117	2 705 336
Capital	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Réserves/ Reports		- 117 946	85 699	468 280	979 039	1 206 159

Actif	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
Résultat net de l'exercice	- 127 146	120 785	194 220	367 678	605 078	899 177
Dettes financières	320 000	256 000	192 000	128 000	64 000	0
Passif circulant	0	0	0	0	0	0
Fournisseurs	0					
Dettes fiscales	0					
Trésorerie Passif	0	0	0	0	0	0
Banque (Découverts)						
Total passif	792 854	858 839	1 071 919	1 563 958	2 248 117	2 705 336

TABLE DES MATIERES

Dedicace	i
Remerciements.....	ii
Liste des sigles et abréviations.....	iii
Liste des tableaux et graphiques.....	iv
Sommaire	v
Introduction	6
Chapitre 1. Intérêt de la mise en place d'un marché des matières premières agricoles de l'UEMOA	9
I. PRODUCTION AGRICOLE DANS LA ZONE UEMOA.....	9
1. Présentation globale de l'UEMOA	9
2. Caractéristiques de la production agricole de la zone UEMOA	10
II. les marchés des matières premières agricoles	14
1. Définitions des produits et de la bourse agricole	14
2. Typologie et fonctionnement des marchés agricoles	15
2.1. Typologie des marchés selon l'organisation.....	15
2.2. Typologie des marchés selon la nature des engagements.....	15
3. Principaux marchés des matières premières.....	17
III. Expériences africaines et utilité d'un marché agricole organisé pour l' UEMOA.....	18
1. Etats des lieux des marchés africains.....	18
2. Intérêt économique	19
3. Intérêt sécuritaire	20
Chapitre 2. Positionnement, plan marketing et investissement de la BOAMPA	21
I. Positionnement de la BOMPA.....	21
1. Objectifs et vision.....	21
2. Activités de la BOAMPA	22
2.1. Services proposées	22
2.2. Présentation de fonctionnement de la BOAMPA.....	23
3. Marché potentielle et offre de service	25
II. STRATEGIE MARKETING	26
1. Les concurrents	26
2. Stratégie commerciale	27
2.1. Stratégie d'offre des services	27
2.2. La politique de prix	27
3. Stratégie de communication.....	28
III. Besoins en infrastructures et en ressources humaines.....	28
1. Description des infrastructures.....	28
2. Description des équipements à acquérir	28
3. Personnel : Organisation, effectif et qualification	29
Chapitre 3. Evaluation financière du projet de création de la BOAMPA	32
I. Les investissements	32
1. L'acquisition de terrain et construction.....	32
2. Les équipements.....	32
3. Les charges à répartir.....	33
3.1. Les frais établissements.....	33
3.2. Le recrutement du personnel	33

3.3. Les frais de suivi de travaux.....	34
II. Résultats prévisionnels.....	34
1. Le chiffre d'affaire prévisionnel	34
2. Charges d'exploitation de la BOAPA	35
3. Résultats prévisionnels	36
III. Financement de la BOAMPA	38
1. Le budget de trésorerie.....	38
2. Modalités de financement de la BOAMPA.....	38
3. Rentabilité de la BOAMPA	39
Conclusion	41
Bibliographie.....	42
Annexes	43
Table des matières	58

CESAG - BIBLIOTHEQUE

RESUME

L'agriculture représente plus d'un tiers du PIB dans la majorité des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et contribue de manière significative aux revenus des agriculteurs. Cependant, force est de constater que, les économies des pays de l'UEMOA sont caractérisés par le manque de professionnalisme de ses agriculteurs, le sous financement du secteur agricole mais surtout par son manque d'organisation. Nous avons décidé à travers ce projet professionnel de proposer de créer une entreprise de marché: c'est à dire une bourse. Une bourse est simplement le lieu de rencontre d'acheteurs et de vendeurs négociant les prix sur la base de règles prédéfinies. Mais, il existe des préalables quant à l'édification d'une telle structure. La volonté de d'une entreprise régionale est due au fait que pour la réussite et la pérennité d'une telle activité il faut une taille de marché critique et une production agricole hétérogène et diversifiée.

Nous estimons qu'organiser un marché agricole au sein de l'UEMOA présente des avantages certains. Globalement il serait possible d'assurer la sécurité alimentaire au sein de l'union. Ensuite, il offrira aux agriculteurs de nos pays un accès direct à l'information, aux prix de leurs produits, sécurisera le paiement de leurs ventes et améliorera leur capacité de financement grâce aux certificats de dépôt. Aussi, vendeurs et acheteurs pourront se couvrir contre les fluctuations des prix des produits agricoles grâce aux contrats à terme.

Le premier chapitre de l'étude a pour démontrer les avantages pour les pays de l'UEMOA. Nous avons analysé d'une bourse les caractéristiques économiques de l'UEMOA et étudier le fonctionnement des bourses agricoles. Il ressort que la bourse pourrait réduire la pauvreté et contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire. Le second chapitre nous avons présenté le mode de fonctionnement et le mode d'organisation de notre bourse agricole. Le dernier volet de notre travail a porté l'évaluation financière du projet et à démontrer qu'un tel projet pourrait être rentable dans de la zone UEMOA.

Mots clés: Bourse agricole; plan d'affaire, UEMOA.

ABSTRACT

Agriculture accounts for over one third of GDP in most countries of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) and contributes significantly to the income of farmers. However, it is clear that the economies of WAEMU countries are characterized by the lack of professionalism of its farmers in the agricultural sector financing, but by his lack of organization. We decided through this professional project to propose to create a commodities market which is simply a meeting place for buyers and sellers negotiating prices on the basis of predefined rules. But, there are prerequisites as to the construction of such a structure. The willingness of a regional business is due to the fact that for the success and sustainability of such activity requires a critical market size and a heterogeneous and diversified agricultural production.

We believe that organizing a farmers' market in the WAEMU has certain advantages. Overall it would be possible to ensure food security in the union. Then it will provide farmers of our country direct access to information, the price of their products, will secure the payment of their sales and improve their ability to finance through certificates of deposit. Also, buyers and sellers can hedge against price fluctuations through agricultural futures products.

The first chapter of the study demonstrates the benefits of commodities market for WAEMU countries. We analyzed economic characteristics of the WAEMU and study the functioning of commodities exchanges. It appears that the commodities market could reduce poverty and contribute to the fight against food insecurity. The second chapter we presented the functioning and the organization of our commodities market. The last part of our work has focused the financial evaluation of the project and demonstrates this project could be profitable in the WAEMU zone.

Keywords: Commodities market; Business plan; WAEMU